

## Journée Nationale du Partenariat



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail

**ÉTAT/SECTEUR PRIVÉ  
ENSEMBLE POUR UNE  
ÉCONOMIE PERFORMANTE**



**07 Octobre 2019**

**Abidjan Sofitel Hôtel Ivoire**



ABM CONSULT  
UNE GAMME DE PRODUITS EN FONCTION DE VOS BESOINS



- ♦ Salon
- ♦ Forum
- ♦ Team building
- ♦ Conférence
- ♦ Assemblée Générale
- ♦ Stylo
- ♦ Agenda
- ♦ Tee-shirt
- ♦ Porte clé
- ♦ Casquette
- ♦ Conférencier ...
- ♦ Flyers
- ♦ Magazine
- ♦ Plaque
- ♦ Calendrier
- ♦ Rapport d'activités
- ♦ Logotype
- ♦ Charte graphique
- ♦ Bannière PUB

Abidjan Cocody Riviera GOLF 01 BP 6804 Abidjan 01

Office : +225 22 44 50 42 - +225 22 44 50 43

E-mail : info@abm-consult.com / commercial@abm-consult.com

## LE PARADOXE AMOUREUX

Par Mariam FADIGA FOFANA  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU CCESP



ses engagements. « Si la volupté de l'amour est de ne plus s'appartenir, la volupté du moi est de ne jamais s'abandonner ».

Le paradoxe amoureux se noue autour de cette contradiction.

Tout amoureux parle ainsi deux langues, celle de l'attachement fatal et celle de la libre disposition de soi. C'est la superposition de ces deux langues qui donne aux relations actuelles leur allure de romances nerveuses et monotones à la fois.

Pour dissiper tous les nuages dans le ciel de cette histoire idyllique, pas de formule magique pour une relation amoureuse épanouie : peut-être un juste dosage de bien être réciproque. Qui nécessite que les deux amoureux se parlent. Souventes fois. Encore faut-il rencontrer la bonne personne qui partage cette philosophie de vie.

Juste dosage de bien être réciproque. L'Etat et le Secteur Privé semblent l'avoir compris.

Communication adéquate, adaptation constante, générosité de cœur, générosité d'esprit et d'âme, respect, disponibilité et séduction constantes, confiance réciproque, intimité affective et émotionnelle, autonomie et projets communs.

Des ingrédients pour que notre économie soit plus performante. Avec une vision complémentaire et partagée pour rendre notre croissance économique plus inclusive et plus durable. Notamment à travers le programme social du gouvernement.

Prétexte est donc être pris de l'édition 2019 de la Journée Nationale de Partenariat pour conjuguer le verbe aimer au présent de l'indicatif et au futur simple.

Un futur si lointain et si proche à la fois. Car, la séduction amoureuse est davantage que l'effet produit par la somme des qualités reconnues à l'êlu ou à l'élue. Quand bien

même ces qualités viendraient à manquer ou disparaître, l'amour peut conserver la capacité d'y survivre.

L'Etat et le Secteur Privé en sont conscients. Qui ont décidé de se parler. Une fois encore.

D'abord à travers la conférence inaugurale. Les amoureux y renouvelleront leur sentiment pour maintenir un dialogue franc et constructif à travers le Comité de Concertation Etat/Secteur Privé afin d'instaurer un climat de confiance et de consolider l'élan de réformes d'amélioration du climat des affaires et d'investissements.

Puis pendant les panels. Dans lesquels l'Etat et le Secteur Privé viendront réitérer les engagements en exposant le mode opératoire pour rendre la croissance plus inclusive.

Les rencontres Business to Gouvernement, quant à elles, permettront de briser les tabous. D'aller l'un, à la rencontre de l'autre.

Les side events, pour leur part, serviront de cadre pour des opérations de charme. Pour faire de la séduction. On y exposera les actions sociales du Gouvernement.

Enfin la cérémonie de clôture sera le lieu de se faire des câlins...de se faire des cadeaux. Prix du partenariat obligent.

Finalement, d'une certaine façon, la Journée Nationale de Partenariat vient (re)célébrer l'irrationalité de l'amour. Célébrer le « Libres ensemble ».

Twins spécial JNP 2019 fredonne pour vous cette romance dont les refrains sont « croissance inclusive et durable ».

Merci de l'accueil que vous lui réserverez.

**P-10** MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**P-12** MOT DU MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

**P-13** MOT DU SECRÉTAIRE EXECUTIF

**P-14** TERMES DE REFERENCES DE LA JOURNEE NATIONALE DU PARTENARIAT ETAT/SECTEUR PRIVE

**P-17** LES ATELIERS THEMATIQUES : INNOVATION DE LA JNP 2019

**P-20** PLAN DE MASSE

**P-24** PRÉSIDENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

**P-25** PRÉSENTATION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

**P-28** MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL 1

**P-30** SYNTHÈSE DES TRAVAUX GROUPE DE TRAVAIL 1

**P-35** PANEL 1

**P-47** PANEL 2

**P-48** SYNTHÈSE DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL 2

**P-50** MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL 2

**P-54** LANCEMENT JNP 2017

**P-61** CCESP BREAKFAST

**P-12**



M. SOULEYMANE DIARRASSOUBA  
MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

**P-66**



TOURÉ FAMAN  
Président de la CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE Côte d'Ivoire

**P-68**



BAMBA SINDOU Président de la Chambre Nationale  
d'Agriculture de Côte d'Ivoire

**P-70**



Dr Joseph BOGUIFO  
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION IVOIRIENNE  
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

**P-10**



MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,  
PRÉSIDENT DU COMITÉ TECHNIQUE DE CONCERTATION PRÉSIDENT LA JNP 2019

TWINS SPECIAL N° 03 JNP /2017 édité par

**le Comité de Concertation État-Secteur Privé**

RÉDACTION : Serges SEKE / Ismael COULIBALY / SANGARE Souleymane / Ebénézer N'CHO /  
GEORGES COPRE / SUZANNE ALLEGBÉ /

RÉGIE / ÉDITION : Abm Consult

Email : info@abm-consult.com, site web: www.abm-consult.com

Contact : + 225 22 44 50 42 - Fax : +225 22 44 11 31

INFOGRAPHIE : Abm Consult

TIRAGE : 5000 exemplaires

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Mme Mariam FADIGA FOFANA

RÉDACTEUR EN CHEF : Charles ZOKO SEBE



# LE CONCERTO... SOCIAL DE GON

Par Charles ZOKO SEBE  
RÉDACTEUR EN CHEF / zokosebe@yahoo.fr

qui peut être aussi l'idée de mettre aux prises.

La première acception détermine la base du concerto de soliste d'essence virtuose alors que la deuxième suppose l'égalité des partenaires dont le nombre et la fonction ne sont pas délimités.

En suivant mon regard, ne voilà-t-il pas que nous nous retrouvons de plain-pied dans le partenariat public privé et donc dans le dialogue Etat Secteur Privé avec en toile de fond la JNP pour parler, cette année, de croissance inclusive et durable de notre économie ?

Vous avez dit croissance inclusive ?

Embellie économique par-ci, croissance à deux chiffres par-là, il reste que les Ivoiriens les plus vulnérables attendent toujours que les progrès économiques du pays se concrétisent davantage dans leur quotidien.

46 % des habitants ne sont jamais allés à l'école, 20 % souffrent de malnutrition chronique et seulement de 5 % à 6 % bénéficient d'une protection sociale.

Déficit pédagogique ? Manque de visibilité ? Insuffisance dans le suivi de l'impact de l'action gouvernementale ?

En réponse à ce questionnement, le PSGOUV, le programme social du Gouvernement.

L'ambition, à travers ce programme, est d'amplifier et d'accélérer la réalisation des projets à fort impact social dans les secteurs sociaux prioritaires. Puis de maintenir la trajectoire de croissance et de la rendre davantage inclusive à travers la création de milliers d'emplois et l'accès de tous aux opportunités économiques découlant de cette croissance.

Il s'agira enfin et surtout, de relever avec force la place centrale qu'occupe le Secteur Privé, en tant que vecteur de croissance économique et de bien-être social.

Amadou Gon Coulibaly jouera donc son concerto social.

Plus particulièrement, on appelle concerto, une pièce faite pour quelque instrument particulier, qui joue seul de temps en temps avec un simple accompagnement, après un commencement en grand orchestre ; et la pièce continue ainsi toujours alternativement entre le même instrument récitant et l'orchestre en chœur.

Une pièce (la JNP) faite pour quelque instrument particulier (le CCESP), qui joue seul de temps en temps (l'ETAT) avec un simple accompagnement (le SECTEUR PRIVE), après un commencement en grand orchestre (l'ETAT et le SECTEUR PRIVE) ; et la pièce continue ainsi toujours alternativement entre le même instrument récitant et l'orchestre en chœur.

CONCERTO. Trois mouvements (un rapide, un lent, un rapide). Trois temps forts.

La Cérémonie d'ouverture ...Le premier rapide.

Partager la vision complémentaire de l'Etat et du Secteur sur la problématique de la croissance inclusive.

Le lent...Les panels, les side event, les rencontres Business to Gouvernement.

Le dernier rapide... La cérémonie de clôture...avec les prix du partenariat.

Histoire de célébrer les structures qui se distinguent par leur forte implication dans l'animation du Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire.

Voilà donc le Concerto social de Gon.

A guichets fermés.

Bienvenue donc à la JNP 2019, pour savourer le *Concerto social de Gon*.

*Bon spectacle et à très bientôt.*

**O**n se souvient qu'en 2017, à la faveur de la Journée Nationale de Partenariat (JNP 2017), le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, néanmoins Président du Conseil de Concertation du Comité de Concertation Etat Secteur Privé (CCESP), nous avait servi la 1ère symphonie de Gon, récital musical au cours duquel il avait jeté les bases d'une stratégie nationale de migration vers l'économie formelle.

Pour la JNP 2019, celui qui est chargé de mettre en musique l'action gouvernementale, a choisi de nous livrer un...concerto.

Ce ne sera certainement pas le *Concerto en Sol* de Maurice Ravel (1929), encore moins le *Concerto pour la main gauche en Ré majeur* du même auteur (5 janvier 1932), concerto à la véhémence tragique et à la virtuosité considérable, pas plus ce ne sera le *Quatrième concerto pour piano* de Sergueï Prokofiev.

De fait, le concerto (pluriel : concertos ou concerti), mot français d'origine italienne, est une forme musicale composée généralement de trois mouvements (un rapide, un lent, un rapide), où un ou plusieurs solistes dialoguent avec un orchestre.

L'origine du terme contient deux courants parallèles et complémentaires de son histoire.

*Concertare* qui englobe l'idée de rivaliser, de se quereller, de lutter notamment en paroles, se différencie de *Conserere* qui a une signification de lien, de jonction mais



COMITÉ DE  
CONCERTATION  
ÉTAT/ SECTEUR PRIVÉ



CCESP

&

BAD

## VOUS OFFRENT LA JOURNÉE NATIONALE DU PARTENARIAT

Thème :

**Partenariat Etat / Secteur Privé pour  
une croissance inclusive et durable»**



**LE RENDEZ-VOUS DU DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ**



---

**MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

P10

---

**MOT DU MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

P12

---

**MOT DU SECRÉTAIRE EXECUTIF**

P13

---

**TERMES DE REFERENCES DE LA JOURNEE NATIONALE  
DU PARTENARIAT ETAT/SECTEUR PRIVE**

P14

---

**ATELIERS THEMATIQUES :  
INNOVATION DE LA JNP 2019**

P17

---

**PLAN DE MASSE**

P20

**BIENVENUE A LA JNP 2019**

# Mot du MINISTRE

DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,  
PRÉSIDENT DU COMITÉ TECHNIQUE DE CONCERTATION  
PRÉSIDENT LA JNP 2019



La Côte d'Ivoire a renoué, depuis 2012, avec une croissance forte et soutenue dont le taux moyen annuel sur la période 2012-2018 est d'environ 8,6% dans un environnement macroéconomique stable.

L'exécution des Plans Nationaux de Développement (PND 2012-2015 et 2016-2020),

couplée à la mise en œuvre de réformes structurelles de grande ampleur dans le cadre du programme économique et financier, a contribué à impulser et maintenir ce rythme de croissance de l'activité économique.

Cette performance, faisant de l'économie ivoirienne l'une des plus dynamiques au monde, a permis d'améliorer ses indicateurs socio-économiques.

Ainsi, le PIB par habitant a augmenté de 33% de 2010 à 2017, passant de 560 300 FCFA à 745 200 FCFA. En vue de réduire la vulnérabilité des populations et d'accroître leur bien-être, le Gouvernement a procédé à des augmentations substantielles des dépenses pro pauvres qui sont passées de 7,8% du PIB en 2012 à 9,9% en 2018, soit de 1 080,3 milliards FCFA à 2 361,4 milliards de FCFA.

L'augmentation de cette nature de dépenses ainsi que des actions fortes conduites par le Gouvernement en faveur des populations ont permis d'inverser la tendance haussière de la pauvreté. Le taux de pauvreté, estimé à 51% en 2011, a baissé à partir de 2012 pour ressortir à 46,3% en 2015 et devrait se situer en deçà de ce niveau en 2018.

Au moment où s'achève le PND 2016-2020, ces avancées significatives ne freinent pas la détermination du Gouvernement ivoirien à redoubler d'ardeur pour assurer une prospérité partagée et le bien-être social, conscient que des défis demeurent, eu égard aux attentes des populations.

L'enjeu, à ce niveau est double.

Il s'agit, primo, de maintenir le pays sur une trajectoire de croissance accélérée, d'où l'attachement des autorités à promouvoir la transformation structurelle afin de favoriser la migration du tissu productif, des secteurs d'activités primaires vers les secteurs secondaire et tertiaire.

Secundo, il importe d'œuvrer au renforcement du partage de cette croissance afin qu'elle soit bénéfique à tous mais surtout aux populations vulnérables. C'est pourquoi, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, a décidé que les années 2019 et 2020 soient déclarées « années du social » et dédiées à la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv), conduit par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, avec un coût de 1000 milliards de FCFA.

Ce programme permettra d'apporter des réponses concrètes aux multiples défis socio-économiques d'accès aux services collectifs (santé, éducation, eau, électricité), de protection sociale, de bien-être en milieu rural, d'emplois et d'autonomisation des jeunes et des femmes.

Dans cette dynamique d'amélioration de la qualité de la croissance pour la rendre plus inclusive, le Gouvernement entend compter sur le soutien du Secteur Privé qui demeure le partenaire idéal, en tant que vecteur de croissance économique et de bien-être social. Cette attente est le fondement du choix du thème « **Partenariat Etat / Secteur Privé pour une croissance inclusive et durable** » de l'édition 2019 de la JNP qui se focalisera, ainsi, sur la synergie d'actions entre l'Etat et le Secteur Privé en vue d'intensifier les politiques et les initiatives visant à répondre au défi permanent de l'inclusion économique et sociale.

Fidèle à sa tradition, cette quatrième édition de la JNP est placée sous le Haut Patronage de Son Excellence Amadou GON COULIBALY, Premier Ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat. Elle demeurera le cadre d'échanges propices à la présentation des réformes et des efforts consentis par l'Etat, à l'expression des attentes et des difficultés rencontrées par le Secteur Privé.

Cette rencontre sera également le cadre de définition des perspectives de collaboration pour un partenariat judicieux entre les deux parties et l'occasion de distinction des acteurs clés impactant le Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire.

A l'instar des éditions précédentes, qui ont brillé par une forte mobilisation des forces vives de l'économie, nous nourrissons l'espoir que la JNP 2019 connaisse le même écho. Gageons qu'elle ait un effet de levier pour une interaction adéquate entre les politiques publiques et les stratégies des entreprises favorables à la croissance inclusive et durable.

## MOT DU MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

choix de ce thème ainsi que pour l'organisation de cet important évènement qui est une occasion privilégiée d'approfondir les relations entre l'Etat et le Secteur Privé. Le fait que cette journée soit à sa quatrième édition traduit bien l'engagement du Gouvernement à pérenniser et à renforcer davantage son partenariat avec le Secteur Privé afin de promouvoir l'investissement et la création de richesses ainsi que des emplois de façon durable, au bénéfice des ivoiriens.

Je voudrais indiquer que le Gouvernement s'est engagé, en liaison avec le secteur privé et les partenaires techniques et financiers (PTF) avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) pour la mise en œuvre d'un Programme de Partenariat Pays (PCP/2020-2024) en cours de formulation. Ce Programme est une opportunité pour l'Etat et le secteur privé en vue de mobiliser davantage de partenaires et de ressources, afin d'accélérer le développement industriel de manière inclusive et durable en Côte d'Ivoire.

En outre, à l'instar, d'autres Départements, le Ministère du Commerce et de l'Industrie s'est engagé dans une dynamique de partenariat

avec le secteur privé, notamment dans les domaines de construction d'infrastructures industrielles (zones industrielles) et commerciales (Marchés, Centre de collecte et de groupage, Parc d'exposition).

Ces initiatives, en cours de mise en œuvre, devraient permettre de disposer d'un secteur privé compétitif, capable de faire efficacement face aux défis du commerce mondial et de tirer efficacement profit des opportunités que constituent la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), les Accords de Partenariat Economiques (APE) avec l'Union Européenne et l'AGOA avec les Etats-Unis d'Amérique.

Je voudrais terminer ce mot, en souhaitant un plein succès à la Journée Nationale du Partenariat 2019 et une pérennisation de cet important évènement qui constitue un cadre d'échanges essentiel au développement du secteur privé en Côte d'Ivoire.

Je vous remercie pour votre lecture attentive.

Souleymane DIARRASSOUBA,  
Ministre du Commerce et de l'Industrie

Premier Vice-Président du Comité de Concertation Etat – Secteur Privé.



M. SOULEYMANE DIARRASSOUBA

Cette édition de la Journée Nationale du Partenariat, placée sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Amadou Gon COULIBALY, a pour thème « Partenariat Etat-Secteur Privé pour une croissance inclusive et durable. » Ce thème est en alignement parfait avec la vision et l'action du Gouvernement, basées sur l'encouragement et la promotion de l'initiative privée, pour la création de valeur ajoutée et d'emplois décents pour une croissance économique inclusive et un développement durable.

Je voudrais donc féliciter doublement le Comité de Concertation Etat / Secteur Privé (CCESP) et plus particulièrement son Secrétaire Exécutif, Mme FOFANA F. Mariam, pour le

## Intervention de Madame le SE-CCESP

L'organisation des Journées Nationales de Partenariat répond à la nécessité de faire le point des actions multiformes des relations entre l'Etat et le Secteur Privé et de définir les perspectives suivant un agenda conjoint entre les deux parties.

La JNP offre à toutes les parties prenantes du Dialogue Public Privé, le cadre d'échanges propices à la présentation des réformes et efforts consentis par l'Etat, à l'expression des attentes et des difficultés rencontrées par le Secteur Privé, à la distinction des acteurs clés impactant le Dialogue Public Privé. Elle est aussi l'occasion pour les deux parties d'accorder leurs violons sur une problématique clé du développement du Secteur Privé, avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers.

Les trois premières éditions, organisées en 2015, 2016 et 2017 ont enregistré un franc succès, au regard de la mobilisation des acteurs du Dialogue Public Privé (Chef du gouvernement, Gouvernement, Administrations Publiques, Secteur Privé et Délégations étrangères de l'UEMOA, partenaires Techniques et Financiers) et de l'ouverture de nombreux chantiers en lien avec les thématiques abordées. Il s'agit de :

- l'Initiative pour le Développement des PME (INPME), en liaison avec le Groupe de la Banque africaine de Développement en vue de répondre au besoin de financement des PME
- l'élaboration de la Stratégie Nationale de Dialogue Public Privé en collaboration avec le Programme Amélioration du Climat des Investissements du Groupe de la Banque Mondiale en vue de relever les défis inhérents au DPP en Côte d'Ivoire ;
- promotion du Dialogue Public

Privé à l'échelle sous régionale de l'UEMOA avec une participation assidue de points focaux du CCESP issus des 07 autres pays de l'UEMOA lors de précédentes éditions ;

- Et la formulation d'une Stratégie Nationale de Transition vers l'Economie Formelle avec l'appui du Bureau de Coordination des Etats en Transition de la BAD.

Au regard de l'ensemble des chantiers ouverts, il était impérieux de marquer une courte pause en vue de consolider les acquis et préparer plus sereinement l'édition 2019, une date charnière pour notre pays à la veille de la fin du second PND, celui de 2016-2020.

Dans cette perspective, les réflexions de la 4ème édition devront tourner autour du « **Partenariat Etat / Secteur Privé pour une croissance inclusive et durable** ».

En effet, l'embellie économique au cours de ces dernières années a permis à notre pays de rattraper son retard dans de nombreux indicateurs de développement humain. Ainsi, pour la première fois depuis 1984, le taux de pauvreté est à la baisse en Côte d'Ivoire, passant de 51 % en 2011 à 46% en 2015.

Toutefois, de multiples défis socio-économiques demeurent, qu'il s'agisse de services collectifs (santé, éducation, accès à l'eau), ou de questions d'emplois et d'autonomisation des jeunes et des femmes.

Face à ces défis permanents, le Gouvernement entend apporter des réponses concrètes à travers le Programme dit social sur la période 2019-2020.

Pour aider le Gouvernement à relever cet important challenge, le Secteur Privé reste le partenaire idéal au regard de sa contribution à travers les investissements privés,



MARIAM FADIGA FOFANA,  
SECRETAIRE EXECUTIF DU CCESP

par la création d'emplois pérennes et de qualité.

Ainsi, comme on le voit, le défi permanent de l'inclusion économique et du bien-être social reste une problématique partagée par l'Etat et le Secteur Privé.

L'édition 2017 de la JNP, autour du thème : «Encadrement du secteur informel : source de croissance et de compétitivité de notre économie» a brillé par la forte mobilisation de l'ensemble des forces vives de l'économie.

Notre vœu est qu'il en soit autant pour cette quatrième édition, et qu'ensemble chers partenaires de Etat et du Secteur Privé, nous parvenions à bâtir les fondements d'une économie prospère et performante.

Vive la JNP 2019.

# TERMES DE REFERENCES DE LA JOURNEE NATIONALE DU PARTENARIAT ETAT/SECTEUR PRIVE

Les perspectives économiques 2019 de l'Afrique mettent en lumière les performances générales du continent qui se sont améliorées au cours de l'année écoulée avec un taux de croissance du Produit Intérieur Brut estimé à 3,5%. Selon les prévisions, la croissance devrait s'accroître dans les années à venir pour atteindre 4% en 2019 et 4,1% en 2020.

Cette embellie générale est accentuée pour certains pays comme la Côte d'Ivoire dont l'expansion économique au cours de ces dernières années (2012-2018) a été soutenue avec une croissance moyenne annuelle de 8,6 %, faisant de son économie la plus dynamique de l'Afrique de l'Ouest et l'une des plus performantes à l'échelle mondiale.

Ce regain de vitalité est à mettre à l'actif des réformes structurelles et sectorielles d'envergure à travers lesquelles le Gouvernement a conduit une politique budgétaire rigoureuse, créé un environnement propice aux affaires et favorisé les investissements tant publics que privés dont la contribution au PIB est passée de 12,8 % en 2012 à 19,5 % en 2017.

Au moment où s'achève le PND 2016-2020 et au regard des attentes toujours fortes des populations, le Gouvernement ivoirien doit, selon la Banque Mondiale « améliorer la qualité de la croissance économique et aussi la rendre plus inclusive ». L'objectif est de répondre aux multiples défis socio-économiques en termes de services collectifs (santé, éducation, accès à l'eau), pour juguler les questions d'emplois et d'autonomisation des jeunes et des femmes, réduire les inégalités et assister les populations les plus vulnérables.

Ces problématiques posent avec force pour nos économies la question permanente de la croissance inclusive qui peut se définir comme une croissance durable qui ouvre des possibilités économiques permettant d'assurer un accès plus large à ces possibilités afin que les membres de la société puissent participer à la croissance et en bénéficier

(McKinley, 2010).

Face à ce défi permanent, le Gouvernement entend apporter des réponses concrètes à travers une matrice d'actions à fort impact social contenues dans son programme social d'une valeur d'environ 1000 milliards de FCFA. Ce programme porte sur la santé, la protection sociale, l'éducation, le bien être en milieu rural, l'accès aux biens de première nécessité et à l'emploi ainsi que sur l'autonomisation des jeunes et des femmes.

Cette orientation sociale renforce les actions du Gouvernement pour une réelle transformation structurelle de notre économie conformément au PND 2016-2020, à même de promouvoir une croissance durable portée par le développement d'un tissu industriel robuste et un secteur des services plus moderne, créateurs d'opportunités économiques viables.

Pour relever ces challenges, le Secteur Privé reste le partenaire idéal au regard de sa contribution à la réalisation des ambitions socio-économiques de l'Etat à travers les investissements privés, par la création d'emplois pérennes et de qualité et la promotion par certaines entreprises de l'«Inclusive Business ». Dans cette dernière perspective, certaines entreprises ont réussi à changer de paradigmes en développant des activités commerciales qui conservent leur nature à but lucratif, et contribuent à la réduction de la pauvreté grâce à l'inclusion des populations à faible revenu dans leurs chaînes de valeur.

Ainsi, le défi permanent de l'inclusion économique et du bien-être social reste une problématique partagée dans le dialogue public privé en Côte d'Ivoire.

Dans cette dynamique, la quatrième édition de la JNP sera consacrée au thème : « Partenariat Etat / Secteur Privé pour une croissance inclusive et durable ».

## I. OBJECTIFS DE LA JOURNEE

### 1 Objectif général

Cette journée a pour objectif de renforcer la vision partagée et complémentaire entre l'Etat et le Secteur

Privé pour l'atteinte des objectifs de développement socio-économique de la Côte d'Ivoire à travers une meilleure inclusion économique des populations.

## 2 Objectifs spécifiques

De façon spécifique, la JNP 2019 s'attèlera à :

- faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la JNP 2017 ;
- faire le point des initiatives de l'Etat, du Secteur Privé et des Partenaires techniques et Financiers pour consolider l'inclusion économique des populations;
- recueillir les attentes des parties publiques et privées pour accélérer l'inclusion économique ;
- identifier les meilleures politiques et les initiatives pour accélérer l'inclusion économique;
- faire des propositions en vue de renforcer la collaboration entre l'Etat et le Secteur Privé autour de la problématique de la croissance inclusive et de l'inclusion économique;

## II. RESULTATS ATTENDUS

A l'issue de cette journée :

- le point de la mise en œuvre des recommandations de la JNP 2017 est réalisé ;
- le point des initiatives de l'Etat, du Secteur Privé et des partenaires techniques et financiers pour consolider l'inclusion économique des populations est effectué ;
- les attentes des parties publiques et privées pour accélérer l'inclusion économique sont recueillies ;
- les meilleures politiques et initiatives pour accélérer l'inclusion économique sont identifiées ;
- les propositions en vue de renforcer la collaboration entre l'Etat et le Secteur Privé autour de la problématique de la croissance inclusive et de l'inclusion économique sont formulées. ;

## III. PUBLIC CIBLE

Les participants attendus sont principalement les parties prenantes du Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire :

- les Ministères ;
- les structures de l'administration publique;
- les organisations patronales, professionnelles et consulaires du Secteur Privé ;

- les missions diplomatiques ;
- les opérateurs économiques ;
- les collectivités territoriales ;
- la Société Civile ;
- les organisations sous régionales (CEDEAO, UEMOA) ;
- les Partenaires au Développement ;
- les cadres paritaires sectoriels Etat Secteur Privé ;
- les cadres de concertation Etat Secteur Privé en Afrique ;
- les institutions financières ;
- les universitaires, les experts des Centres et Instituts de recherches spécialisés dans les questions de développement du Secteur Privé ;
- la presse.

## IV. CONTENU DE LA JOURNEE

### 1. Conférence inaugurale

La conférence inaugurale portera sur la thématique suivante : « développement économique et croissance inclusive : quelle dynamique en Côte d'Ivoire».

Il sera question de mettre en relief la synergie à promouvoir entre l'Etat et le Secteur Privé pour une croissance plus inclusive, facteur d'inclusion économique en Côte d'Ivoire.

La conférence inaugurale sera l'occasion de faire un focus sur les réformes clés du Gouvernement visant à accompagner le développement du Secteur Privé. Il s'agira également d'apprécier l'impact de ces réformes en recueillant la perception du secteur privé et ce, dans le but de déceler les attentes complémentaires pour créer les conditions les plus optimales pour un plein épanouissement du Secteur Privé.

La conférence sera introduite par l'intervention du Président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (pour le compte du Secteur Privé) et sera suivie de la communication du Premier Ministre.

### 2. Panels

Deux panels de haut niveau seront organisés autour des thématiques suivantes :

- **Panel 1 sur la thématique** : « La croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès ».

Il s'agira de mettre en exergue les gains de la croissance inclusive pour le développement socio-économique de pays pré-émergents comme la Côte d'Ivoire, de situer les problématiques inhérentes à cette ambition et de formuler les orientations à la lumière des retours d'expériences internationales réussies.

Ce panel sera introduit par une présentation de la Banque Africaine de Développement / Commission Economique pour l'Afrique (ONU) sur les moteurs de la croissance inclusive.

#### Participants :

- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère du Plan et du Développement ;
- Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales
- Groupe de la Banque Mondiale ;
- Banque Africaine de Développement ;
- Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- Agence Française pour le Développement (AFD) ;
- Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire.

- **Panel 2 sur la thématique** : «Inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur Privé »

Ce panel aura pour objectifs de mettre en relief les différents modes d'actions du Secteur Privé pour contribuer à l'inclusion économique à travers le partage d'expériences réussies. Il s'agira également d'identifier les attentes pour un renforcement de l'action du Secteur Privé et de sa collaboration avec l'Etat sur cet important chantier. Ce panel sera introduit par une Communication de la CAPEC sur le concept d'Inclusiv Business et les différentes pratiques en Afrique.

#### Participants:

- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME ;

- Secrétariat d'Etat chargé de la Promotion des PME (SEPPME) ;
- Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire ;
- Fédération Ivoirienne des PME ;
- Entreprise Modèle 1 ;
- Entreprise modèle 2.

#### 3- Side Events (sessions parallèles)

**Des sessions parallèles seront organisées en lien avec les thématiques retenues.**

#### 4- Prix du partenariat Etat Secteur Privé

Dédiée à la célébration des structures qui se distinguent par leur forte implication dans l'animation du Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire, la cérémonie de distinctions sera l'occasion de décerner les récompenses suivantes :

- Prix du partenariat Administration Publique ;
- Prix du partenariat Secteur Privé ;
- Prix du partenariat point focal du Secrétariat Exécutif du CCESP ;
- Prix du partenariat cadre paritaire sectoriel ;
- Prix du partenariat point focal presse.

Un jury sera mis en place et procédera sur la base des critères proposés pour les différents critères à la validation de la liste des nominés et des lauréats par catégorie de prix.

#### 5- Exposition et Rencontres B to G entre les opérateurs économiques et les administrations publiques

Au cours des JNP, il est prévu une Exposition et des Rencontres B to G. L'exposition permettra aux participants de mieux faire connaissance avec certains services de l'Administration et du secteur privé. Les rencontres B to G visent quant à elles, à offrir aux opérateurs économiques un temps d'échanges avec les responsables de l'administration publique sur les préoccupations qui les concernent.

#### 6. Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture sera marquée par une série d'activités notamment, la distinction des lauréats des prix du partenariat, la lecture du rapport général de la Journée et les allocutions de clôture des autorités et du commissariat général de la JNP.

## LES ATELIERS THEMATIQUES : INNOVATION DE LA JNP 2019

Les thématiques proposées répondent à la nécessité de couvrir les deux dimensions de la croissance inclusive :

- la dimension économique relative aux politiques économiques qui permettent maintenir la trajectoire de croissance accélérée et portant notamment sur :
  - les actions qui concourent à la transformation structurelle de l'Economie par l'industrialisation ;
  - la politique de développement du Secteur Privé (spécifiquement des PME)
- la dimension sociale pour mettre en lumière les actions à fort impact social du Gouvernement visant à répondre aux défis de la protection sociale, l'emploi et de l'autonomisation des jeunes et des femmes.

Trois (3) side-events portant sur les thématiques suivantes sont ainsi proposées :

Thématique	Présidence	Intervenants	Public Cible
Acquis et perspectives du Programme d'Appui à la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI)	Directeur du Département Gouvernance de la BAD	Coordonnateur du Programme PARCSI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structures d'appui à la transformation</li> <li>• Faïtières et organisations professionnelles</li> <li>• Centrale d'achat</li> <li>• PTF</li> <li>• PmE/PMI de transformation</li> </ul>
Appui aux PME : Etat des lieux et perspectives	Ministère chargé de la Promotion des PME	Agence Côte d'Ivoire PME Cabinet Es Partners	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations patronales</li> <li>• Structures d'appui et d'encadrement aux PME</li> <li>• Ecosystème d'appui au financement</li> <li>• Ecosystème d'appui à l'entrepreneuriat</li> <li>• PME ivoiriennes et start up</li> </ul>
Programme Social du Gouvernement (filets sociaux, autonomisation des jeunes et des femmes, employabilité...)	Secrétaire d'Etat chargé de l'Autonomisation des Femmes	Coordonnateur du Programme Social du Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations de Jeunesse</li> <li>• Fondations, Organisations des femmes</li> <li>• Société civile</li> </ul>

## CONTACTS UTILES

Commission	contact	Email
Comité d'organisation	57 61 64 65	s.allegbe@yahoo.fr
Comité scientifique	07180 180	Sergesso1@yahoo.fr
Secretariat Général	07585481	ismaelcoui2015@yahoo.fr
Accueil et installation	01 00 99 10 / 07 99 18 10	djiguiyagence@yahoo.fr
Protocole	07 93 71 18	miguyfr1@yahoo.fr
Presse	57585955	Kadydoubass1@gmail.com
Securité	57624001	gecoprey@gmail.com
Santé	SAMU	

## AGENDA INDICATIF DE LA JOURNEE NATIONALE DE PARTENARIAT ETAT SECTEUR PRIVE 2019, LE 07 OCTOBRE 2019

### 08:00 - 08:30 : ACCUEIL, ENREGISTREMENT ET INSTALLATION DES PARTICIPANTS

- Accueil et enregistrement des participants et invités
- Installation des participants

### 08:30 - 09:00 : INSTALLATION DES OFFICIELS

- Installation des membres du Gouvernement
- Installation du Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) ou son représentant ;
- Installation de S.E.M. le Premier Ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat

### CEREMONIE D'OUVERTURE

#### 09:00 - 09:50 : ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

- M. le Ministre de l'Economie et des Finances, Président du Comité Technique de Concertation, Président de la JNP 2019
- M. le Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) ou son représentant
- M. Le Président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), représentant le Secteur Privé
- S.E.M Amadou GON COULIBALY, Premier Ministre, Président du Conseil de Concertation

#### 09:50 - 10:00 : REMISE DES PRIX SPECIAUX DU PARTENARIAT 2019

#### 10:00 - 10:30 : VISITES DU SITE DES B TO G ET DE L'ESPACE D'EXPOSITION

- Visite de l'espace B to G
- Visite des stands

### PANELS ET ATELIERS THEMATIQUES

#### 10:30 - 12:00 : PANEL 1 : « La croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès ».

- Communication introductive
- Intervenants au panel (en finalisation)
- Echanges (contributions et questions) avec les participants.

#### 12:00 - 13:00 : PAUSE / DEJEUNER

#### 13:00 - 15:00 : SIDES EVENTS/ATELIERS THEMATIQUES

Session 1 : Acquis et perspectives du Programme d'Appui à la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI)

Session 2 Appui aux PME : Etat des lieux et perspectives

Session 3 : Programme Social du Gouvernement (filets sociaux, autonomisation des jeunes et des femmes, employabilité...)

#### 15:00 - 16:30 : PANEL 2 : « Inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur Privé »

- Communication introductive
- Intervenants au panel (en finalisation)
- Echanges (contributions et questions) avec les participants.

#### 16:30 - 17:30 : CEREMONIE DE CLOTURE

- Remise des prix du partenariat 2019 :
- Prix du partenariat Administration publique
- Prix du partenariat Secteur Privé
- Prix du partenariat point focal du CCESP
- Prix du partenariat cadre paritaire sectorial
- Prix du partenariat point focal presse
- Restitution des travaux de la JNP 2019
- Mot de remerciements de Mme le Secrétaire Exécutif du SE-CCESP
- Allocution de clôture du Ministre du Commerce et de l'Industrie

### FIN DE LA JNP 2019



## ZOOM SUR...

### Format petit déjeuner avec 300 Invités

- Newsletter
- Publi reportage télé (12mn)
- Insertion Twins Magazine
- Administration Publique et Secteur Privé
- Panneaux d'affichage 12m<sup>2</sup>





**SUZANNE ALLÉGBÉ**  
Présidente du Comité d'Organisation

Echelle: 1/cm

Chaises 20 

Descks 26 

Stand 12 

## A PROPOS DE L'ORGANISATION DE LA JNP 2019



entre l'Etat et le Secteur Privé (JNP), sans prétention aucune, se doit d'être plus mature en terme de contenu et d'organisation.

La JNP, rendez-vous des forces vives de l'économie ivoirienne, mobilise environ 3000 participants et comme toute activité de cette envergure requiert une organisation efficace pour le bonheur de tous.

Pour cette quatrième édition, l'organisation a été repensée autrement et nous espérons qu'avec les réaménagements opérés, nous satisferons tous les participants.

Toutefois, la perfection n'étant pas de ce monde, nous réclamons votre indulgence et présentons d'avance nos sincères excuses pour les éventuels désagréments.

Aussi, permettez-moi de saluer et remercier, au nom de madame le Secrétaire Exécutif du Comité de Concertation entre l'Etat et le Secteur Privé et au nom du Président du Comité Scientifique, tous nos partenaires qui ont bien voulu, une fois de plus accorder leur confiance au Secrétariat Exécutif du CCESP, en associant leur image à cette importante activité

JNP 2019, nous revoilà à la grande messe de renouvellement des vœux de partenariat entre l'Etat et le Secteur Privé pour une économie soutenue, inclusive et durable de la Côte d'Ivoire.

A l'instar des précédentes éditions (27 Avril 2015, 13 octobre 2016 et 13 Novembre 2017) la quatrième édition de la Journée Nationale du Partenariat

**Ainsi, pour l'organisation de la JNP 2019, les personnes suivantes sont responsables des activités présentées dans le tableau ci-après :**

Présidente du Comité d'Organisation		ALLEGBE SUZANNE	Cel : 57 62 40 01 Comiteconcertation@yahoo.fr
N°	COMMISSIONS	RESPONSABLES	CONTACTS
01	MOBILISATION	M.N'CHO Ebenisaire	Cel : 57 62 21 34
02	CEREMONIE DE DISTINCTION (PRIX DU PARTENARIAT)	M. Georges COPRE	Cel : 57 62 40 01
03	RENCONTRES « BUSINESS TO GOVERNMENT » ET EXPOSITION STAND	ALLEGBE Suzanne	Cel : 57 62 40 01
04	SIDE-EVENTS (ATELIERS THEMATIQUES)	Sanata KONE TOURE	Cel : 57 61 62 73
05	COMMUNICATION	KADY FADIKA	Cel : 57 61 07 26
06	LOGISTIQUE/ANIMATION/ ACCUEIL, SECURITE ET SANTE	Régie ABM	Tel : 22 44 50 42

---

**PRÉSIDENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE**

P-24

---

**PRÉSENTATION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE**

P-25

---

**MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL 1**

P-28

---

**SYNTHÈSE DES TRAVAUX GROUPE DE TRAVAIL 1**

P-30

---

**PANEL 1**

P-35

---

**MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL 2**

P-39

---

**SYNTHÈSE DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL 2**

P-41

---

**PANEL 2**

P-47

**COMITÉ SCIENTIFIQUE**

CHARLES ZOKO SEBE  
INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**PRÉSIDENT**  
DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA JNP

Après l'édition 2017 sur la question de l'informel, le Comité de Concertation Etat Secteur Privé a décidé de mettre le projecteur à l'occasion de cette quatrième édition de la Journée Nationale de Partenariat sur le défi de la croissance inclusive et durable.

En fait, au cours de ces dernières années, le Gouvernement s'est engagé à œuvrer au quotidien à travers des actions concrètes pour une amélioration substantielle des conditions de vie et du bien-être social des populations. Ces actions ont été renforcées avec le Programme Social du Gouvernement (PSGOUV 2019-2020) comme on le sait.

Les défis restent énormes et ne peuvent être relevés qu'avec le soutien du Secteur Privé qui demeure le partenaire idéal, en tant que vecteur de croissance économique et de bien-être social.

D'où le choix du thème : « Partenariat Etat / Secteur Privé pour une croissance inclusive et durable ».

Les travaux préparatoires à cette activité au sein du Comité Scientifique ont démarré depuis le mois de juillet 2019 avec l'ensemble des parties prenantes du dialogue Etat Secteur Privé et ont été l'occasion de mettre en relief :

- la dynamique de croissance inclusive en Côte d'Ivoire avec un focus sur les politiques nationales existantes, les indicateurs de référence de l'inclusion économique, les défis et les perspectives de la croissance inclusive en Côte d'Ivoire ;
  - les attentes des parties publiques et privées pour accélérer l'inclusion économique à travers des propositions et recommandations fortes.
- Outre les articulations traditionnelles de la JNP,



cette édition sera marquée par l'organisation des sessions parallèles qui vont porter sur les dimensions économique et sociale de la croissance inclusive autour des thèmes suivants :

- Atelier 1 : « Acquis et perspectives du Programme d'Appui à la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) » ;
- Atelier 2 : « Appui aux PME : Etat des lieux et perspective » ;
- Atelier 3 : « Programme Social du Gouvernement (filets sociaux, autonomisation des jeunes et femmes, employabilité...) »

Pour terminer, je voudrais adresser mes remerciements à tous les membres du Comité Scientifiques, représentants des structures de l'administration publique et des organisations du Secteur Privé (avec une mention spéciale à la Cellule d'analyse des Politiques Economiques du CIREs) pour la qualité des travaux.

**PRÉSENTATION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA JNP 2019**

**La quatrième édition de la Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur Privé est annoncée pour le lundi 07 octobre 2019.**

Les travaux scientifiques de cette journée ont été placés sous la présidence de l'Inspecteur Général de la Formation Professionnelle Charles ZOKO Sebé pour la quatrième année consécutive traduisant la confiance des autorités de tutelle du cadre de Concertation Etat Secteur Privé.

**Les objectifs assignés au comité scientifique se déclinaient comme suit :**

- définir les orientations et la philosophie de la Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur Privé (JNP 9) ;
- valider les articulations de la JNP 2019 ;
- définir la feuille de route des Groupes de Travail ;

- suivre et procéder à la validation des travaux des Groupes de travail du Comité Scientifique ;
- définir la typologie des participants de la JNP ;
- encadrer l'organisation scientifique de l'évènement ;
- faire la synthèse et la restitution des travaux ;
- suivre la mise en œuvre des recommandations de la JNP 2019

Composé de 23 membres issus de l'administration publique, du Secteur Privé, d'institut de recherche, le Comité Scientifique comprend deux Groupes de Travail autour des thématiques suivantes :

- **Groupe 1** : « Croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès » ;
- **Groupe 2** : « Inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur privé ».

NOM ET PRENOM	STRUCTURE	FONCTION	RESPONSABILITE DANS LE COMITE SCIENTIFIQUE
Charles ZOKO SÉBÉ	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	Inspecteur Général	Président
Christiane DUNCAN	Ministère de l'Economie et des Finances	Conseiller du Ministre	Président du GT1
Marcellin ZINSOU	Ministère chargé de la Promotion des PME	Conseiller du Ministre	Président du GT2
Moussa COMARA	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	Chef du Département Appui aux Entreprises	Vice-Président du GT1
KOPOIN Sylvain	Fédération Ivoirienne des PME	Directeur Exécutif	Vice-Président du GT 2
SEKE Esso Jean Serge	Secrétariat Exécutif du CCESP	Conseiller technique	Rapporteur
COULIBALY Ismael	Secrétariat Exécutif du CCESP	Conseiller technique	Rapporteur
MAHOUGBEU Alina épouse OUATTARA	Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	Conseiller du Ministre	Membre
Jean Jacques KOUADIO	Ministère de l'Economie et des Finances	Chargé d'Etudes au Cabinet du Ministre	Membre
Belace KOMENAN NVALI	Ministère de l'Economie et des Finances	Chargé d'Etudes au Cabinet du Ministre	Membre
Adéline KOUAKOU	Direction Générale de l'Economie	Sous-Directeur	Membre
KONE Kinondja	Direction Générale de l'Industrie	Conseiller du Directeur Général	Membre

NOM ET PRENOM	STRUCTURE	FONCTION	RESPONSABILITE DANS LE COMITE SCIENTIFIQUE
Gertrude KOUASSI KONE	Union Nationale des Entreprises de Télécommunication	Directeur Exécutif	Membre
ADJA Bonny Herman	Confédération Générale des PME	Directeur Exécutif	Membre
DOGBO Nahounou	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	Conseiller du Directeur Général	Membre
SORO Amadou	Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide / Ministère du Plan	Sous-Directeur	Membre
DIABY Mohamed	Direction Générale du Plan	Expert	Membre
KRAMO Germain	CAPEC	Chercheur	Membre
TONGA Mathurin	Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI)	Directeur	Membre
BAMBA Drissa	Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire	Agent de Coopération	Membre
ELLO DINGUI	Fédération Ivoirienne des PME	Chargé de Projets	Membre
BEKE Daniel	Association Professionnelle des Banques et Établissement Financiers	Chargé d'Etudes	Membre
NCHO YAPI Patrice	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire	Responsable Environnement des Affaires	membre

## GRUPE DE TRAVAIL 1

**THEME :**  
 « CROISSANCE INCLUSIVE  
 ENJEUX, DÉFIS ET FACTEURS  
 CLÉS DE SUCCÈS »



### RÉGIE - ÉVÉNEMENTIEL - ÉDITION - CONCEPTION



Abidjan Cocody Riviera GOLF 01 BP 6804 Abidjan 01  
 Office : +225 22 44 50 42 - +225 22 44 50 43  
 E-mail : info@abm-consult.com / commercial@abm-consult.com

### UNE GAMME DE PRODUITS EN FONCTION DE VOS BESOINS

- Salon
- Forum
- Team bulding
- Conférence
- Assemblée Générale
- Stylo
- Agenda
- Tee-shirt
- Porte clé
- Casquette
- Conférencier ...
- Flyers
- Magazine
- Plaquette
- Calendrier
- Rapport d'activités
- Logotype
- Charte graphique
- Bannière PUB



## CONSEILLER DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRÉSIDENTE DU GROUPE DE TRAVAIL 1



CHRISTIANE DUNCAN

**INTERVENTION DE MADAME LE CONSEILLER CHRISTIANE DUNCAN**  
La Journée Nationale du Partenariat (JNP), qui est à sa quatrième édition cette année, apparaît comme une lucarne d'échanges propice à la mise en lumière des réformes et des efforts consentis par l'Etat, à l'énonciation des préoccupations du Secteur Privé. En outre, la Journée Nationale du Partenariat offre une occasion de distinction des acteurs clés impactant le Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire.

Cette année, la thématique abordée par le Groupe de Travail 1 que j'ai eu l'insigne honneur de présider est : « Croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès ». Je puis vous affirmer, en ma qualité de Présidente de ce Groupe de Travail, que la thématique abordée était d'un grand intérêt pour les membres et les échanges très fructueux. C'est ici l'occasion de leur adresser mes vives félicitations.

Nos échanges nous ont permis de mettre en relief diverses approches définitionnelles de la croissance inclusive, d'en ressortir la situation

de la Côte d'Ivoire, de dégager les défis et enjeux en la matière, et de faire quelques recommandations. Quelques notions sous-jacentes ont été également relevées, notamment celle de pauvreté, qui au-delà des aspects purement économiques liés à la dépense, intègre également les volets plus sociaux tels que l'accès à la santé ; à l'eau, à l'emploi décent, aux services publics, à l'estime de soi... En Côte d'Ivoire, l'Etat a entrepris plusieurs réformes structurelles en vue d'élever le niveau de la croissance économique. Aussi, les PND (2012-2015 et 2016-2020), déploient-ils une batterie de mesures en vue de dynamiser l'économie. En outre, le Gouvernement a fait de l'amélioration du climat des affaires un des piliers majeurs de sa politique, en affichant clairement son intérêt pour le secteur privé, moteur de la croissance et créateur de richesses.

En dépit des efforts accomplis, des défis persistent dans la lutte contre la pauvreté et un meilleur ressenti des populations des fruits de cette croissance. En effet, les réalités sont telles que par exemple, le taux de pauvreté en 2015 est estimé à 46,3%, même si on constate un léger recul, la précarité de l'emploi est de 35,5% de la population, près de la moitié des producteurs agricoles sont sous le seuil de pauvreté, une faible performance au niveau de l'IDH (Indice de Développement Humain).

Ainsi, Pour renforcer l'inclusivité de la croissance et l'intensification de la lutte contre la pauvreté, le Président de la République Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA a mis en place le Programme Social du Gouvernement, PS Gouv, et déclaré les années 2019 et 2020 années du social. Initialement doté d'un

budget de plus e 727 milliards de FCFA, le PS Gouv est passé à plus de 1000 milliards FCFA. Il s'appuie sur 5 principaux axes, déclinés en 156 actions regroupées au sein de 12 mesures phares concernant divers domaines sociaux. Il s'agit notamment du renforcement et de la facilitation de l'accès à l'eau potable, à l'électricité, à l'éducation et à la santé. En outre, dans la filière agricole, des programmes sont mis en place avec les Partenaires au Développement pour la création par exemple d'unités flexibles de transformation. On note une révision du code du travail pour un travail plus décent, la mise en œuvre de mécanismes de solidarité.

Toutes ces mesures contribueront véritablement à l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment les plus vulnérables. Quelques recommandations ont été faites par le Groupe de Travail 1, en vue d'une croissance plus inclusive. Il s'agit entre autres :

- d'accentuer les efforts des politiques publiques, notamment les politiques agricoles, industrielles, l'appui aux PME ;
- d'intensifier la mise en œuvre de la formation professionnelle ;
- d'associer étroitement les collectivités territoriales dans les différentes politiques ;
- d'accorder une attention particulière aux personnes du troisième âge ;
- d'évaluer les impacts des réformes pour mieux apprécier leur efficacité et leur incidence ;
- d'intégrer le classement de l'Indice du Forum Economique Mondial ;
- d'élaborer un indice local de mesure de l'inclusion de la croissance ivoirienne.

Je voudrais à présent souhaiter plein succès à la JNP 2019.

## VICE PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL 1

### MOUSSA COMARA, CHEF DE DÉPARTEMENT APPUI ET CONSEIL AUX ENTREPRISES CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE

**D**ans le cadre des préparatifs de la 4ème édition de la Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur privé, c'est avec un grand intérêt que nous avons assuré la représentation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire au sein du Groupe de Travail qui a traité du thème : « Croissance Inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès ».

Ce sont 16 représentants de diverses structures publics, privés et organisations civiles qui ont pris part aux travaux qui se sont déroulés de manière conviviale et ont été constitués d'échanges et de présentations. Les réflexions nous ont permis dans un premier temps de préciser les notions relatives à la Croissance Inclusive. Nous avons retenu que le Croissance Inclusive, tout en n'étant pas limitée aux pauvres uniquement, impliquait la contribution de tous les acteurs économiques, la redistribution équitable des fruits à tous les membres de la société et l'accès aux opportunités économiques. Le Groupe de Travail a planché par la suite sur les indicateurs de mesure de la croissance inclusive ; A cet effet, différents types d'indicateurs ont été analysés à savoir, ceux développés par la Banque Asiatique de Développement, le Forum Economique Mondial et ceux de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies. Un état des lieux des actions de l'Etat de Côte d'Ivoire en faveur de la croissance inclusive a été fait. Cet état des lieux a permis de relever une liste d'action, programmes et projets, engagées par le Gouvernement de Côte d'Ivoire à travers 7 leviers que sont : (i) La protection sociale ; (iii) l'inclusion financière ; (iv) l'appui à l'entrepreneuriat et l'employabilité ; (v) l'accès aux services collectifs ; (vi) l'autonomisation des femmes et (vii) l'accompagnement des couches vulnérables ; Toutes ces actions sont couronnées par le vaste Programme Social du Gouvernement dont le coût global est de 1000 milliards de F CFA sur la période 2019-2020. Plusieurs enjeux de la croissance



inclusive ont pu être identifiés par le Groupe de Travail ; Nous pourrions citer entre autres : Sur le plan économique, l'incitation de l'investissement et de l'essor des entreprises par l'accroissement du niveau de consommation grâce à la réduction du taux de pauvreté et l'inclusion économique ; sur le plan politique, établir la stabilité et une paix durable avec une jeunesse plus éduquée et en activité et enfin sur le plan social, la redistribution équitable des fruits de la croissance en vue de favoriser un développement équilibré des régions. Au nombre des défis de la croissance inclusive nous avons inscrit, le taux de pauvreté élevé (46,3% en 2015), la Précarité de l'emploi (35.5% de la population en emploi) et les faibles performances au niveau de l'Indice de Développement Humain (IDH).

Plusieurs recommandations ont été faites relativement à ces défis majeurs, notamment : mesurer davantage les impacts des réformes (investissements publics, dépenses pro-pauvres, politique industrielle, mesures en faveur des PME...) afin d'apprécier leur efficacité et leur incidence sur les conditions de vie et le bien-être des populations ; améliorer la communication sur les mesures, réformes et programmes de l'Etat et sur leurs impacts pour améliorer la perception des populations ; élaborer un indicateur ivoirien de mesure de l'inclusion de la croissance ; faire du lobbying pour intégrer la Côte d'Ivoire dans le classement l'Indice du Forum Economique Mondial.

## SYNTHESE DES TRAVAUX GROUPE DE TRAVAIL 1

## THEME : « ENCADREMENT DU SECTEUR INFORMEL : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE »

Le présent rapport restitue les travaux du Groupe de Travail 1

« Encadrement du secteur informel : Défis et opportunités pour le développement économique de la Côte d'Ivoire » composé de dix-neuf structures membres et d'un bureau structuré comme suit :

Les travaux dudit Groupe ont porté sur le thème : « Croissance inclusive : Enjeux, défis et facteurs clés de succès ».

Ils ont mobilisé seize structures membres placées sous la coordination d'un bureau structuré comme suit :

- **Présidence** : Mme Christiane Duncan, Conseiller Technique du Ministre de l'Economie et des Finances ;

- **Vice-Présidence** :

- M. Moussa COMARA, Chef de Département Appui et Conseil aux Entreprises, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire ;

- **Rapporteurs** :

- M. SEKE Esso Serge, Conseiller Technique au Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé
- M. Ismael COULIBALY, Conseiller Technique au Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé.

Conformément aux orientations du Comité Scientifique et des résultats attendus du Groupe de Travail, le rapport s'articule autour des points suivants :

1. Méthodologie de travail
2. Définition de la croissance inclusive et des notions sous-jacentes
3. Aperçu des indicateurs du degré d'inclusivité de la croissance
4. Analyse du Degré d'inclusion de la croissance ivoirienne
5. Enjeux et défis de la croissance inclusive
6. Recommandations
7. Conclusion

## 1. Méthodologie de travail

Les travaux se sont articulés autour des réunions du Groupe consacrées à des présentations thématiques suivies d'échanges :

Présentations	Thème	Date
Dr KRAMO K. Germain, Chercheur à la Cellule d'Analyses des Politiques du Cires (CAPEC)	Concepts, déterminants et indicateurs de la croissance inclusive	Réunion du mercredi 28 août 2019
M. N'DRI Kouakou, Conseiller Technique du Directeur Général de l'Economie – MEF	Politiques macroéconomiques et inclusivité de la croissance en Côte d'Ivoire	Réunion du mercredi 4 septembre 2019
M. DIABY Mamadou, Expert Planification et Suivi-Evaluation à la Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté Mme	Enjeux et défis d'une croissance inclusive et durable pour la Côte d'Ivoire	Réunion du mercredi 4 septembre 2019

Présentations	Thème	Date
MAHOUAGBEU Alina Epouse OUATTARA, Conseillère Technique du Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	Mécanismes de Solidarité, de Renforcement de la Cohésion Sociale et de Lutte contre la Pauvreté	Réunion du mercredi 4 septembre 2019
M. KONE Kinondja, Conseillère Technique du Directeur Général de l'Activité Industrielle – Ministère du Commerce et de l'Industrie	Développement du secteur industriel: actions menées, résultats et perspectives pour une contribution à la croissance inclusive	Réunion du mardi 10 septembre 2019

## 2. Définition de la croissance inclusive et des notions sous-jacentes

La revue de la littérature économique sur le sujet permet d'appréhender une multitude de concepts et définition de la notion de croissance inclusive.

De l'ensemble de ces définitions, il ressort que la notion croissance inclusive se rapporte à une approche qui cherche à combiner l'efficacité économique avec les problèmes d'équité et de justice sociale. La croissance inclusive repose sur plusieurs piliers, notamment :

- la contribution de toutes les catégories de population au processus de croissance ;
- l'accès de tous les acteurs économiques aux opportunités socio-économiques découlant de la croissance ;
- le partage des fruits de la croissance à l'ensemble des acteurs économiques ;
- une réduction efficace de la pauvreté.

La croissance inclusive englobe plusieurs dimensions comme présentées dans le tableau ci-après :

Champs	Critères	Formes
Économique	Employabilité ou occupations	Accès aux ressources monétaires
Social	Offre de services sociaux	Accès par ex. à la santé publique
Spatial	Services publics accessibles	Infrastructures territoriales
Politique	Acteurs représentés	Participation à la vie démocratique

Dimensions de la croissance inclusive (Bérenger et Verez, 2016)

## 3. Aperçu des Indicateurs de mesure du degré d'inclusivité de la croissance

Plusieurs indices permettent de mesurer le degré d'inclusivité de la croissance. Il s'agit de :

- L'indice de la croissance Inclusive de la Banque Asiatique de Développement avec cinq indicateurs : Pauvreté et Inégalité ; Croissance et expansion des opportunités économiques ; Inclusion sociale ; Filets de sécurité sociale ; Bonne Gouvernance et Institutions ;
- L'indice du Développement Inclusif du Forum Economique Mondiale avec 07 piliers : Education et compétences (accès, qualité, équité); infrastructures et services de base; corruption et les rentes (éthiques en politique et dans les affaires) ; Intermédiation financière de l'investissement dans l'économie réelle (inclusion financière); constitution d'actifs et entrepreneuriat (Propriété de petite entreprise); Emploi et rémunération du travail; Transferts Fiscaux (protection sociale).
- Le modèle d'évaluation de l'indice de la croissance inclusive de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies avec 04 quadrants :

- Le premier quadrant de la matrice montre les pays qui ont enregistré une croissance inclusive à la fois du fait d'une augmentation du revenu moyen par habitant et d'une amélioration de l'équité : le Burkina Faso, l'Éthiopie et le Mali...
- le deuxième quadrant, présente les pays dont la croissance n'a pu réduire les inégalités de revenus et par conséquent non inclusive : Burundi et Madagascar...
- le troisième quadrant indique clairement une croissance non inclusive dans les pays concernés, étant donné que la croissance du PIB par habitant et la progression de l'équité des revenus y sont toutes deux négatives : Côte d'Ivoire et Guinée-Bissau... Ces résultats s'expliquent dans le cas de la Côte d'Ivoire par les faibles performances socio-économiques de la longue période de crises que le pays a connu.
- le quatrième quadrant, illustre les pays qui ont enregistré une croissance inclusive en raison d'une forte amélioration de l'équité, malgré une légère contraction du PIB par habitant : Mozambique, Rwanda...

#### 4. DEGRE D'INCLUSION DE LA CROISSANCE IVOIRIENNE

Etat des lieux des actions de l'Etat en faveur de la croissance inclusive

##### En ce qui concerne , les politiques macro-économique :

- Au titre de la Productivité et compétitivité :
  - accroissement des investissements en infrastructures (transport, énergie, télécommunication) et en capital humain (éducation et santé),
  - stimulation de l'investissement privé à travers : l'amélioration du climat des affaires
  - la révision du code des investissements en 2012 puis en 2018
  - transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation à travers plusieurs mesures et programmes

Au titre de la création d'emplois,

- la révision du Code du travail pour le rendre plus conforme aux exigences de la

mondialisation ;

- le déblocage du salaire indiciaire des fonctionnaires qui a permis de faire passer le salaire moyen mensuel de 355 285,7 F.CFA à 471 990 F.CFA, soit une hausse de 32,8% ;
- la révision du SMIG à la hausse de 36 607 F CFA à 60 000 F CFA dans le secteur privé formel ;
- la maîtrise de l'inflation ;
- le comité de lutte contre la vie chère.

Quant à l'accompagnement des couches vulnérables, une attention particulière a été accordée :

- à l'amélioration de la productivité et du revenu des producteurs dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA)
- aux dépenses pro pauvres qui ont connu une hausse régulière depuis 2012 :

##### En ce qui concerne les initiatives publiques en faveur de la croissance inclusive :

- PROTECTION SOCIALE à travers le déploiement de la Couverture Maladie Universelle (CMU),
- PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE à travers la Stratégie nationale d'inclusion financière et la création de l'agence de promotion de l'inclusion financière ;
- APPUI A L'ENTREPRENEURIAT ET EMPLOYABILITE à travers :
  - l'exécution d'importants projets dans le domaine de l'employabilité dont le PEJEDEC ;
  - l'institution d'une enquête annuelle pour un suivi régulier des indicateurs du marché du travail, afin d'aider à l'orientation générale de la politique de l'emploi.
  - Politique fiscale (stages – crédit d'impôt)
- ACCÈS AUX SERVICES COLLECTIFS à travers le Programme « électricité pour tous » qui favorise l'accès des personnes démunies à l'énergie à un coût social.
- AUTONOMISATION DES FEMMES par le Le FAFCI pour permettre aux femmes d'entreprendre des activités génératrices de revenus et Le

Projet Swedd « Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel » ou SWEDD

- ACCOMPAGNEMENT DES COUCHES VULNERABLES à travers le Projet Filets Sociaux Productifs pour l'inclusion économique, par le biais d'une allocation trimestrielle de 36 000 F CFA aux ménages sélectionnés, soit 12 000 F par mois

#### 5. ENJEUX ET DÉFIS DE LA CROISSANCE INCLUSIVE EN CÔTE D'IVOIRE

##### 5.1. Les enjeux :

Les principaux enjeux qui en ressortent peuvent se présenter comme suit :

##### Au plan économique :

- accroissement du niveau de consommation grâce à la réduction du taux de pauvreté et l'inclusion économique favorable aux investissements, à l'essor des entreprises
- amélioration de la productivité en lien avec le bien-être: santé, éducation

##### Au plan politique

- regain de confiance vis-à-vis des autorités et institutions
- source de stabilité et de paix durable avec une jeunesse plus éduquée et en activité

##### Au plan social :

- une redistribution équitable des fruits de la croissance est de nature à favoriser un développement équilibré des régions
- lutte contre le phénomène des migrants et l'exode des populations rurales

##### 5.2. Les défis :

##### Ils sont multiples et concernent :

- Le Taux de pauvreté reste élevé malgré la forte croissance économique.
- Le Taux de chômage toujours important avec plus du tiers de la population en emploi en situation de pauvreté (35,5%),

- Le Poids de l'économie informelle et la prépondérance de la pauvreté en milieu rural. Près de la moitié des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté

- Les faibles performances au niveau de l'IDH reflétant l'ampleur des défis à relever pour améliorer l'offre de qualité des services publics en matière de santé et d'éducation notamment

- La faible contribution des PME à la création d'emplois et au PIB, bien qu'elles constituent 80% du tissu des entreprises etc...

##### Recommandations :

- ♦ Adopter des indicateurs de référence qui permettent de situer le positionnement de la CIV en matière de croissance inclusive :
- ♦ vulgariser et communiquer la méthodologie de certaines données d'évaluation du pays dont le taux de chômage au sens du BIT pour une meilleure compréhension des populations ;
- ♦ réaliser des études d'impact (social, économique et environnemental) des politiques publiques (investissements publics, dépenses pro-pauvres, politique industrielle...) et les vulgariser à l'effet de mieux apprécier leur efficacité et leur incidence sur les conditions de vie et le bien-être des populations :
- ♦ la collaboration entre l'INS et les Ministères techniques méritent d'être renforcée
- ♦ Poursuivre sur une longue période les politiques :
- ♦ d'investissements publics, notamment en infrastructures et en capital humain ;
- ♦ de transformation structurelle ;
- ♦ Améliorer la politique actuelle de rémunération des produits agricoles ; Poursuivre la mise en place du MEGC de la DGE ;
- ♦ Mettre un accent sur la réforme de l'Enseignement Technique et Professionnel/ Trouver une passerelle entre l'Education Nationale et l'ETFOP pour la formation des déscolarisés

- ◆ Accorder une place centrale aux collectivités dans la mise en œuvre des programmes à caractère social. Associer étroitement les collectivités afin qu'ils puissent s'approprier la méthodologie et les implémenter dans leurs plans triennaux pour assurer la résilience de tels projets une fois que les bailleurs se retirent
- ◆ Renforcer la communication des mécanismes de solidarité
- ◆ Accorder une attention aux personnes du 3e âge au titre des mécanismes de solidarité

## FITINI BUILDING : Enfants de 5 à 12 ans



# Panel 1

« La croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès »

## 1- CONTEXTE

La situation économique de la Côte d'Ivoire a été marquée par des performances exceptionnelles au cours de ces dernières années (2012-2018) avec une croissance moyenne annuelle de 8,6 %, faisant de son économie la plus dynamique de l'Afrique de l'Ouest et l'une des plus performantes à l'échelle mondiale.

Toutefois, au moment où s'achève le PND 2016-2020 et au regard des attentes toujours fortes des populations, le Gouvernement ivoirien doit, selon la Banque Mondiale « améliorer la qualité de la croissance économique et aussi la rendre plus inclusive ».

Cette orientation pose avec force pour notre pays la problématique de la croissance inclusive et son appropriation par la communauté des décideurs. Dans cette optique, à l'occasion de la quatrième édition de la Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur Privé, le Secrétariat consacre un panel au thème suivant : « La croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès ».

## 2- OBJECTIFS DU PANEL

Ce panel a pour objectifs :

- d'échanger sur les angles de vue des membres du Gouvernement et des Partenaires Techniques et Financiers sur la notion de croissance inclusive et la place qu'elle occupe dans leurs stratégies et actions de développement ;
- d'illustrer les enjeux, les défis et les facteurs clés de succès tout en mettant en lumière les attentes des populations, les initiatives nationales majeures pour y répondre et leurs impacts ainsi que les retours d'expériences internationales réussies ;
- de formuler des orientations pour améliorer le degré d'inclusion.

## 3- CONTENU ET COMPOSITION DU PANEL

Le panel sera introduit par une Communication de la Banque Africaine de Développement sur :

- la vision et les principaux moteurs de la Croissance Inclusive ;
- les enjeux et défis de la Croissance Inclusive pour les Economies Africaines ;
- les actions de l'Institution pour améliorer le degré d'inclusion de la croissance des économies africaines (en lien avec la Stratégie de la BAD

Cette communication sera suivie de l'intervention des panélistes et des contributions des participants à la JNP 2019.

Les intervenants à ce panel sont cités comme suit :

Structure	Points à aborder
1. Ministère du Plan et du Développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dynamique, enjeux et défis de la croissance inclusive pour la Côte d'Ivoire</li> <li>• Perspectives de la croissance inclusive dans le cadre du prochain PND</li> </ul>
2. Ministère du Commerce et de l'Industrie	Etat des lieux de la Politique de Transformation structurelle par l'Industrialisation : Objectifs, Défis, Mesures clés et impact et perspectives
3. Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	Politiques budgétaire et fiscale pour l'inclusion économique : Etat des lieux et Perspectives
4. Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	Etat des lieux de la politique de solidarité et de lutte contre la pauvreté : Objectifs, Défis, Mesures clés et impact et perspectives
5. Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contributions des institutions consulaires à l'inclusion économique Initiatives clés et Impacts</li> <li>• Défis et Orientations pour une plus grande contribution à l'inclusion économique</li> </ul>

## 4- DEROULE DU PANEL

10h 00 – 12h 00 : PANEL 1 « La croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès »

Introduction du modérateur : (5 mn)

Communication introductive de la BAD (10 mn)

Intervenants au panel: (50 mn)

1. Ministère du Plan et du Développement ;
2. Ministère du Commerce et de l'Industrie ;

3. Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ;

4. Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté ;

5. Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire.

Echanges (contributions et questions) avec les participants. (30 mn)

Conclusion du modérateur : (5 mn)

## 5- Biographie du Modérateur

**Professeur AHOURE Alban Alphonse Emmanuel, Directeur pi de la Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)**

### Qualifications

MAITRE DE CONFERENCES AGREGE des SCIENCES ECONOMIQUES, Concours d'Agrégation CAMES 2013

PhD en SCIENCES ECONOMIQUES, UNIVERSITE DE KOBE, JAPON (2006), Thèse sur les Systèmes d'Incitation dans les Entreprises.

**S**écialités : Microéconomie, Economie du Travail et des Ressources Humaines, Economie de la Firme, Evaluation d'Impact des Politiques de Développement.

### Fonctions

Enseignant-Chercheur, UFRSEG, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody depuis octobre 2006

Directeur p.i. de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC), depuis juillet 2011

### Publications

Auteur de différentes publications scientifiques (sur entre autres la performance des entreprises, la pauvreté et les inégalités, la performance du système éducatif, les gaps hommes-femmes en



milieu professionnel, les effets du capital social et des normes sociales sur le marché du travail) dans des journaux au Japon, en Europe et en Afrique du Sud. Economiste sénior du MCC-CI, membre de l'équipe de rédaction de l'Analyse des Contraintes à la Croissance économique en Côte d'Ivoire. Auteur ou co-auteur de plusieurs dizaines d'études réalisées sur l'Economie ivoirienne.

## GROUPE DE TRAVAIL 2

THEME :

« INCLUSION ÉCONOMIQUE : L'INDISPENSABLE MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ »



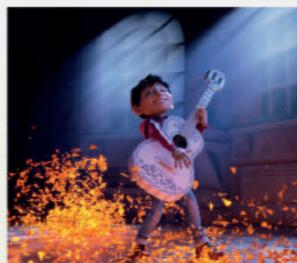
abm  
CONSULT

FEERIE SHOW : 5 à 12 ANS



FANTASTIQUE

instants magiques



FEERIQUE

Ambiance colorée



FABULEUX

Cadre convivial



ENFANTS DE 5 à 12 ANS  
au CCF  
pour les vacances  
scolaires

- Pâques
- Grande vacances
- Noël

FORMIDABLE

Spectacle éblouissant

Avec les 4F, un monde merveilleux s'ouvre à vous !

## Président du groupe de travail 2

Marcellin ZINSOU  
Conseiller du Ministre des PME



Avec une croissance forte et soutenue dont le taux moyen annuel sur la période 2012-2018 est d'environ 8,6% ; ainsi que les mesures efficaces en faveur du secteur privé et de l'investissement ; nous enregistrons encore un secteur privé avec des performances relativement faibles et une insatisfaction des représentants du secteur privé ivoirien.

En nous penchant sur la structure du secteur privé, nous observons :

- Selon les données combinées (INS, banque Mondiale et FMI) sur la période de 2012 à 2018, en moyenne l'agriculture reste portée par le binôme Sylviculture (9, 91 %) et l'agriculture d'exportation (5,92 %). L'industrie par le binôme Energie (40,1 %) et BTP (16,81 %). Les Services hors administration par les transports et communication (17,4 %) et Commerce (7,87%).

- Selon les données INS de 2016, que le secteur privé ivoirien demeure largement dominé par un tissu de Petites et moyennes Entreprises (PME) qui représenteraient 98% du tissu économique formel, 20% du PIB, 12% de l'investissement national et 23% de la population active.

- Selon les données de la DGI au 31 juillet 2019, que le nombre de PME formellement répertoriées est de 60450 et que le nombre de PME fiscalement reconnues (qui contribuent effectivement aux recettes fiscales) est de 40635. L'écart de 19815 PME représente les entreprises défaillantes soit pour cause de cessation de fait pour non accomplissement des formalités de cessation, soit pour cause d'incivisme pour non déclaration ou défaut de paiement des impôts).

- Selon les données combinées (INS, banque Mondiale et FMI), l'économie ivoirienne reste caractérisée par un niveau élevé de l'informalité entre 30 et 40 % du PIB ; et la proportion de PME informelles est estimée à plus de 72% du nombre d'entreprises.

- Selon les données de la CNPS au 30 Juin 2019, l'emploi formel privé se situe à 821041 emplois déclarés par 37957 entreprises affiliées. Ces entreprises comptent 500 Grandes Entreprises (entreprises de 200 Salariés et plus), 1210 Moyennes Entreprises (Entreprises de 50 à 199 Salariés), 5207 Petites Entreprises (entreprises de 10 à 49 Salariés) et 31040 Micro-entreprises (entreprises de moins de 10 salariés)

Au regard de ces données qui précèdent montrant bien la nécessité d'inclusion économique ; le Ministre des

PME Félix ANOBLE se félicite de la tenue de cette 4ème Journée du Partenariat 2019 après le break de 2019 ; et a donc répondu positivement à la sollicitation du Comité de Concertation Etat Secteur Privé en désignant son Conseiller que je suis pour prendre part aux différents travaux préparatoires de la JNP 2019.

Ainsi, nous avons eu l'immense honneur et le plaisir de présider le Groupe de Travail 2 portant sur « l'Inclusion Economique ; la nécessaire mobilisation du Secteur Privé » ; où il s'est agi de faire dans un premier temps un état des lieux des mesures en faveur du Secteur Privé ; puis d'apprécier les défis à surmonter pour parvenir à une pleine inclusion économique ; et de formuler des recommandations réalisables, pratiques et mesurables.

Ce sont donc les résultats issus de ces réflexions qui seront soumis aux participants de la JNP 2019, qui je n'ai point de doute sera un éclatant succès tant par la qualité des participants et des recommandations qui en sortiront.

Bravo au CCESP pour la qualité et le dynamisme du Dialogue Public Privé Ivoirien, qui nous est envié et qui s'exporte dans les pays voisins ; et Félicitations anticipées pour les JNP 2019.

## Vice Président du groupe de travail 2



### M. Sylvain KOPOIN Directeur Exécutif de la FIPME

En ces termes, le choix de la thématique de la 4ème édition 2019 de la Journée Nationale de Partenariat, portant sur : « Partenariat Etat / Secteur privé pour une croissance inclusive et durable » relève de la claire vision du Comité de Concertation Etat / Secteur Privé (CCESP) dont on ne doute plus de la pertinence du choix des thèmes en référence à ceux des éditions précédentes.

Le débat au tour de cette thématique devrait révéler les enjeux et les défis permettant d'appréhender les entraves à cette croissance qui, malgré les efforts du gouvernement, reste encore non inclusive et même précaire. Aussi, devrait-il donner, l'occasion de cerner la problématique et aider dans le même temps, les gouvernants comme les acteurs de l'économie, à apprécier au mieux, les paramètres devant faciliter l'appropriation des indicateurs de la répartition de la richesse qui se crée dans la dynamique d'une croissance économique inclusive et durable.

Pour notre part, le thème abordé par cette 4ème édition 2019 de la journée de partenariat Etat /Secteur privé, devrait mettre en exergue les controverses de la croissance de notre économie en la matière et proposer des mécanismes appropriés afin d'amener nos gouvernants à mieux maîtriser les stratégies afférentes à la croissance inclusive et durable. C'est en cela qu'il présente un grand intérêt pour le secteur privé en général et en particulier pour les PME et leur écosystème, en tenant compte, à l'analyse, du rôle fondamental de ces entités dans la stabilité sociale et dans le développement économique du pays.

Aussi, voudrions-nous profiter de l'occasion pour remercier et encourager le Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé (CCESP) pour la dynamique de rapprochement des deux composantes majeures de l'Etat, notamment, l'administration et le secteur privé. Cette institution, sans nul doute, dont la mission, est de créer une symbiose de complémentarité en proie à une économie prospère à travers les rôles et les initiatives de ces deux composantes majeures de l'Etat et pour l'animation efficiente et constructive du dialogue Public-Privé en Côte d'Ivoire.

**L'analyse des indicateurs de l'économie de la Côte d'Ivoire illustrée par une croissance d'environ 8,6% dans ces dernières années, l'inscrit dans une embellie et démontre de la dynamique de la politique économique implémentée par les gouvernants.**

Cette situation de croissance qui dénote de la performance de notre économie, devrait en lien avec le niveau de vie des populations ivoiriennes dans leur majorité, être ressentie comme un facteur substantiel d'amélioration de la qualité de vie à travers le recule et même de façon drastique, du taux de pauvreté (46%) et de bien d'autres fléaux comme le chômage, dans le pays.

Malheureusement, le constat de la situation globale, tant au niveau des acteurs économiques que du reste de la population en Côte d'Ivoire, dans une approche micro, laisse encore perplexe tout le monde. A y réfléchir, l'on se demande : que sont devenus les fruits et les retombées de cette croissance ? Quel serait la clé de leur répartition et qui en a été bénéficiaire ? Autant de questions que l'on se pose, lorsqu'on s'adonne à l'exercice de la réflexion d'appréciation de la situation de répartition de la richesse créée par cette embellie économique.

## SYNTHESE DES TRAVAUX GROUPE DE TRAVAIL 2 THEME : « INCLUSION ÉCONOMIQUE : L'INDISPENSABLE MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ ».

**Les travaux dudit Groupe ont porté sur le thème :**  
« Inclusion économique : la nécessaire mobilisation du Secteur Privé ».

Ils ont mobilisé treize (13) structures membres placées sous la coordination d'un bureau structuré comme suit :

- Présidence: M. Marcellin ZINSOU, Conseiller
- Technique du Ministre de la Promotion des PME ;
- Vice-Présidence :
  - M. KOPOIN ALLEPO Sylvain, Directeur Exécutif de la Fédération ivoirienne des PME ;
- Rapporteurs :
  - M. Ismael COULIBALY, Conseiller Technique au Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé
  - M. SEKE Esso Serge, Conseiller Technique au Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé

**Conformément aux orientations du Comité Scientifique et des résultats attendus du Groupe de Travail, le rapport s'articule autour des points suivants :**

1. Approche méthodologique
2. Dynamiques du Secteur Privé en Côte d'Ivoire
3. Etat des lieux des mesures en faveur du Secteur Privé et des PME
4. Secteur Privé et inclusion économique
5. Défis et recommandations
6. Conclusion

### 1. Approche méthodologique

Les travaux se sont articulés autour des réunions du Groupe consacrées à des présentations thématiques suivies d'échanges, à des sessions de partages d'expériences avec des Organisations dites « inclusives »:

Présentations	Thème	Date
<b>Dr KRAMO K. Germain, Chercheur à la Cellule d'Analyses des Politiques du Cires (CAPEC)</b>	Concepts d'inclusive Business	Lundi 02 septembre 2019
<b>Daniel BEKE, Chargé d'Etudes à l'APBEFCI</b>	La Contribution du Secteur Privé à l'inclusion économique	Lundi 09 septembre 2019
<b>SEKE Esso Jean Serges, Conseiller Technique au SE-CCESP</b>	Point des réformes en faveur des PME	Lundi 09 septembre 2019
<b>Ismael COULIBALY, Conseiller Technique au SE-CCESP</b>	Initiatives de soutien à la formalisation de l'économie	Lundi 09 septembre 2019
<b>Grâce PHOUHOUET de l'entreprise FORRO Côte d'Ivoire</b>	Modèle d'entreprise inclusive dans le secteur agricole	Jedi 18 septembre 2019
<b>Serge BRAYER de l'entreprise POSITIV PLANET</b>	Initiatives d'Inclusion financière d'une ONG internationale	Vendredi 19 septembre 2019

Les données recueillies au cours des sessions d'échanges ont été renforcées par l'exploitation de ressources scientifiques sur la thématique (Cf Bibliographie).

## 2. DYNAMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ EN CÔTE D'IVOIRE

### 2.1. Caractéristiques du Secteur Privé en Côte d'Ivoire

- La structure du secteur privé demeure pour sa part largement dominée par un tissu de Petites et moyennes Entreprises.
- Le Secteur Privé reste également peu diversifié, l'essentiel des marchés étant captés par les principaux leaders sectoriels.
- Par ailleurs, les « grands groupes domestiques » appartenant aux secteurs productifs et stratégiques de l'économie sont quasi inexistantes et fragiles.
- L'économie ivoirienne dans une perspective générale reste caractérisée par un niveau élevé de l'informalité entre 30 et 40 % du PIB.
- En comparaison aux hommes, les femmes sont légèrement plus présentes à la tête de petites unités informelles commerciales et/ou de services.

### 2.2. Un Secteur Privé avec des performances relativement faibles

- Des investissements privés encore timides comparé à ceux des pays émergents où il peut dépasser 25% du PIB (ou par rapport au Ghana et à la Namibie).
- Faible productivité des entreprises ivoiriennes : les entreprises demeurent en retard par rapport à la frontière de production atteinte par les pays émergents. Ce retard existe tant au niveau de la productivité du travail que du capital
- Panier d'exportation dominée par les matières premières peu, voire non transformées
- Faible création d'emploi décents et de qualité : presque exclusivement informel (93%) avec l'agriculture qui demeure le secteur d'activité le plus pourvoyeur d'emplois avec 49,3% des emplois

## 3. ETAT DES LIEUX DES MESURES EN FAVEUR DU SECTEUR PRIVÉ ET DES PME

De nombreuses réformes structurelles et sectorielles ont été entreprises en vue de créer un environnement propice aux affaires et renforcer la

- compétitivité de notre économie et porte sur :
- Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel régissant les secteurs d'activités :
  - Mesures d'amélioration du climat des affaires et de simplification des procédures administratives : mesures spécifiques en faveur des PME mesures en faveur du renforcement de la compétitivité du secteur industriel :
  - Mesures spécifiques en faveur de l'encadrement du secteur informel

## 4. SECTEUR PRIVÉ ET INCLUSION ÉCONOMIQUE

Dans les économies de marché, le secteur privé est le principal moteur de la croissance. Il nourrit et stimule la croissance dès lors qu'un certain nombre de facteurs se conjuguent pour offrir un environnement propice à son expansion.

Il contribue à l'inclusion économique à travers plusieurs leviers dont :

- la création d'emplois : le Secteur Privé reste le principal pourvoyeur d'emplois (90% en Côte d'Ivoire). Les emplois générés par le Secteur Privé moderne sont formels et décents.
- la contribution aux recettes publiques : recettes fiscales et non fiscales pour une politique budgétaire en faveur de l'inclusion sociale et économique (transferts vers les secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé) ;
- inclusion financière et technologique : L'accessibilité des TIC peut s'avérer utile, notamment pour la création de possibilités économiques et l'amélioration des flux d'information.

Par ailleurs l'inclusive business reste un levier à promouvoir.

Une entreprise inclusive est une organisation qui cherche à contribuer à la réduction de la pauvreté en incluant les communautés les plus démunies au sein de sa chaîne de valeur, sans occulter l'objectif primordial qui est de générer des profits pour l'entreprise (World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) et SNV Netherlands development Organization (2008)).

Critères de définition de l'entreprise inclusive :

AUTEURS	CRITÈRES
Naguib et al. (2013)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Avoir une relation entre les petits producteurs;</li> <li>2. Créer un marché de travail pour les pauvres ;</li> <li>3. Avoir une approche « gagnant-gagnant ».</li> </ol>
AFD (2016)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Intégrer dans leurs parties prenantes une part importante de populations BOP, soit par la clientèle, ou dans la chaîne d'approvisionnement;</li> <li>2. Favoriser l'accès des populations vulnérables à des biens et services essentiels;</li> <li>3. Rechercher la rentabilité de l'entreprise.</li> </ol>

La pratique de modèles d'affaires inclusifs est en plein essor en Afrique subsaharienne. Cependant, la pratique est peu documentée en Côte d'Ivoire et il y a très peu de connaissances sur de tels modèles d'affaires dans ce pays comparativement à d'autres pays de l'Afrique australe et à l'Afrique orientale.

Initiatives d'inclusive business au niveau national

Secteurs Filières	Pratiques d'entrepreneuriat inclusif	Entreprises
Cacao	<p>L'Initiative Engrais pour le Cacao mis œuvre pour le retour de la fertilité des sols dans les régions productrices de cacao; Payer-emporter : dans ce modèle Les entreprises s'efforcent de rendre l'engrais disponible dans les endroits reculés, où les planteurs peuvent l'acheter puisqu'ils y ont accès.</p> <p>Modèle engrais contre fèves : Troc (quantité de fève livrée aux partenaires est égale au coût de l'engrais fourni) .</p> <p>Crédit: Les planteurs ont accès à du crédit par l'intermédiaire de leur coopérative. Avec leurs économies, ils font un paiement initial à la coopérative, qui commande, réceptionne et distribue l'engrais. Les planteurs remboursent la coopérative, qui rembourse le prêteur.</p> <p>Projet vision pour le Changement (V4C) : fourni un appui aux jeunes entrepreneurs agricoles (formation, compétences entrepreneuriales, financement) pour mettre en place des services agricoles dans le secteur</p>	<p>ECOM, IDH, ADM, FERRERO, OCP, WCF, OLAM, CARGILL INITIATIVE ENGRAIS CACAO, MONDELEZ, ADM, BARRY CALLEBAUT, NESTLE MARS</p>

Secteurs Filières	Pratiques d'entrepreneuriat inclusif	Entreprises
Riz	Apport d'intrants directs (semence, engrais, protection des cultures), d'intrants indirects (machines agricoles pour la préparation du sol et la récolte), services de vulgarisation et signature d'un contrat d'achat à un prix garanti.	YAANOVEL
Anacarde	crédit en nature, formation aux pratiques post-récoltes (en particulier le stockage), fourniture de transport aux entrepôts, fourniture d'installations de stockage et les sacs de stockage de jute pour réduire les pertes post-récoltes.	OLAM
Palmier à huile	Consiste à utiliser les femmes dans le ramassage des graines de palme tombées lors de la récolte, dans l'épandage de l'engrais ou des rafles (compost) autour des palmiers. Quant aux jeunes, ils sont employés dans le rabattage, la récolte, le chargement des engins de transport des régimes de palme.	SIPEFCI, PALMCI, PALMAFRIQUE).
Elevage	Approvisionnement en intrants par de petits producteurs (maïs) Commercialisation de produits : franchises pour la vente directe aux consommateurs ;	IVOGRAIN, FOANI
Brasserie	Approvisionnement en intrants par de petits producteurs (maïs)	Solibra, Brassivoire
TIC	Commercialisation de produits : EME, Transferts d'unités...	MOOV, ORANGE, MTN

### Quelques initiatives d'inclusive business à l'international

**Cas de Pharmagen Limited, le premier producteur de principe actif pharmaceutique au Pakistan a lancé une franchise opérée par des micro-entrepreneurs locaux afin de fournir l'accès à l'eau potable pour plus de 120 000 personnes sur place. Hussain Naqi, CEO, «En fournissant un accès à de l'eau potable à prix raisonnable, nous ne luttons pas seulement contre la mortalité infantile et les maladies liées à l'eau ; nous créons une activité durable au niveau local dans l'une des régions les plus marginalisées du Pakistan».**

#### Encadré sur l'initiative : « les entreprises à l'appui de la croissance inclusive de l'OCDE » (B4IG)

Elle vise à aboutir à : i) un document cadre indiquant pourquoi il est dans l'intérêt des entreprises de promouvoir la croissance inclusive, et comment les pouvoirs publics et les entreprises peuvent œuvrer de concert à la mise en œuvre de politiques publiques et d'initiatives privées favorisant la croissance inclusive ; ii) de nouveaux indicateurs sur les effets des activités des entreprises et de l'investissement sur la croissance inclusive et le bien-être ; iii) une plateforme de partage des bonnes pratiques à destination des entreprises et des lignes directrices non contraignantes pour l'évaluation des effets de l'activité des entreprises sur le bien-être, la durabilité et la croissance inclusive ; et iv) des discussions à haut niveau sur l'action publique et

la mise en place d'un réseau de partenaires publics et privés sur la croissance inclusive. Ces activités compléteront et renforceront les travaux déjà réalisés par l'OCDE dans ce domaine, notamment sur la conduite responsable des entreprises, sur la qualité de l'IDE, et sur les entreprises et le développement durable, ainsi que des normes de l'OCDE telles que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les instruments issus du projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

Ce réseau sera constitué de personnalités de premier plan du monde des affaires, qui aideront à définir l'agenda international sur la croissance inclusive, ainsi qu'à identifier, promouvoir et pérenniser des pratiques qui soient tout à la fois bénéfiques pour l'inclusion et pour les entreprises

### Enjeux de l'inclusion économique pour le Secteur Privé.

L'inclusion économique est également bénéfique pour le Secteur Privé au niveau :

#### Macro-économique :

- Meilleure contribution du Secteur Privé aux recettes publiques favorisera une plus grande capacité de l'Etat à investir dans l'éducation, la santé, les infrastructures et la réduction des inégalités avec un réel impact sur l'apaisement des tensions sociales (stabilité socio-politique) ;
- Création d'emplois pérennes et décents permettra de réduire la population inactive (stabilité socio-politique)

#### A l'échelle de l'entreprise :

la prise en compte de l'inclusion des communautés à faible revenu dans la stratégie de l'entreprise peut déboucher sur des opportunités de nouveaux marchés (SFD, Produits adaptés aux couches vulnérables...);

- le renforcement de l'image de marque de l'Entreprise (entreprise citoyenne) : loyauté des consommateurs ;
- l'amélioration de la capacité de financement de l'entreprise (concept d'investissement socialement responsable : notation extra-financière, fonds socialement responsable, Placements éthiques...)

### 4. DÉFIS

Les défis restent nombreux et multiformes pour une pleine contribution du Secteur privé à l'inclusion économique. La question est de savoir quels sont ceux qui ont le plus d'impact sur le Secteur Privé et qui sont transversaux.

#### Au niveau macro-économique :

- Maintien d'une croissance forte et durable : ralentissement des investissements publics et privés ; Insuffisante attractivité des IDE nécessaires pour relever le niveau des investissements, créer les emplois et favoriser les transferts de technologies ;
- Faible diversification de l'économie ivoirienne (panier des exportations,
- Hégémonie des grandes entreprises sur les marchés ;

- Absence de cadre intégré de promotion de l'inclusive business en Côte d'Ivoire ;
- Niveau de consommation des ménages A l'échelle de l'entreprise
- Faible Productivité des entreprises en Côte d'Ivoire: Progrès limités dans la transformation de l'économie vers les secteurs à plus forte valeur ajoutée (manque de maîtrise technologique par la plupart des entreprises, utilisation peu efficace des facteurs de production ; Main d'œuvre peu qualifiée...);
- Retard dans la transition technologique : la révolution technologique se fait encore attendre en ce qui concerne les entreprises : coût de l'accès au TIC pour les PME ; Inégalités spatiales élevées dans l'accès à Internet (l'accès à Internet est concentré dans les centres urbains), et Faible connectivité ;
- Inadéquation manifeste formation-emploi toujours une réalité : difficultés de l'enseignement technique et professionnelle, problème de relève au niveau des cadres moyens (middle management, techniciens supérieurs)
- Accès au financement : L'accès au financement : Le crédit intérieur au secteur privé limité, Inclusion financière faible : 17% des gens ont un compte dans une institution financière contre 33% pour le continent), besoin de financement des PME approx. 3574 milliards de FCFA soit 47% des ressources bancaires en 2016
- Fiscalité : la plupart des entreprises estiment que la fiscalité est un facteur contraignant.

### 5. RECOMMANDATIONS

Maintenir un cadre politique et économique favorable aux investissements ;

- Poursuivre les réformes structurelles et sectorielles en faveur de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises dans la perspective de la transformation structurelle de l'économie ;
- Accroître la politique d'attraction des investissements directs étrangers pour un meilleur transfert des technologies ;
- Poursuivre la réforme de l'enseignement technique et professionnelle au regard des défis du secteur productif ;

- Renforcer les mesures incitatives en faveur des entreprises qui œuvrent à la promotion de l'emploi ; Mettre en place un cadre intégré de promotion de l'inclusive business : le gouvernement doit inscrire la vulgarisation de ces modèles d'affaires dans sa stratégie d'inclusion économique des populations vulnérables. Il s'agit de:
  - Définir une feuille de route nationale et mettre en place le cadre légal favorisant le développement de ces modèles d'affaires;
  - offrir les incitations pour encourager les entreprises à pratiquer ces modèles d'affaires;
  - intégrer la dimension inclusive dans les réponses aux appels d'offres publics (approvisionnement auprès des entreprises inclusives);
- mettre en œuvre de projets inclusifs en partenariat avec le secteur privé. mettre à disposition de données économiques, système d'identification adapté; Le secteur privé doit : mener des études de marché leur permettant disposer d'informations;
- Rattraper le retard technologique de la Côte d'Ivoire
- Améliorer la communication sur les réformes en faveur du développement du secteur privé
- Faire le lobbying pour la réalisation du projet de « les entreprises à l'appui de la croissance inclusive » (B4IG) de l'OCDE



Avec les 3R,  
repensons  
votre entreprise

#### ■ Recréation

Sport  
Jeux de société  
Activités groupales



#### ■ Renforcement de capacités

Coaching  
Management  
Communication



#### ■ Reconstruction

Films  
Catharsis  
Dîner spectacle



# Panel 2

« Inclusion économique :  
l'indispensable mobilisation  
du Secteur Privé »

## 1- CONTEXTE

La Côte d'Ivoire a renoué, depuis 2012, avec une croissance forte et soutenue dont le taux moyen annuel sur la période 2012-2018 est d'environ 8,6% dans un environnement macroéconomique stable.

Cette performance économique ne freine pas la détermination du Gouvernement ivoirien à redoubler d'ardeur pour assurer une prospérité partagée et le bien-être social, conscient que des défis demeurent, eu égard aux attentes des populations. Il s'agira d'œuvrer au renforcement du partage de cette croissance afin qu'elle soit bénéfique à tous mais surtout aux populations vulnérables.

Dans cette dynamique d'amélioration de la qualité de la croissance pour la rendre plus inclusive, le Gouvernement entend compter sur le soutien du Secteur Privé qui demeure le partenaire idéal, au regard de sa contribution à la réalisation des ambitions socio-économiques de l'Etat à travers les investissements privés, par la création d'emplois pérennes et de qualité et au travers la promotion par certaines entreprises de « l'Inclusiv Business ». Dans cette dernière perspective, certaines entreprises ont réussi à changer de paradigmes en développant des activités commerciales qui

conservent leur nature à but lucratif, et contribuent à la réduction de la pauvreté grâce à l'inclusion des communautés à faible revenu dans la chaîne de valeur.

Comme on le voit, le défi permanent de l'inclusion économique et du bien-être social reste une problématique partagée par l'Etat et le Secteur Privé.

Dans cette optique, à l'occasion de la quatrième édition de la Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur Privé, le Secrétariat consacre un panel au thème suivant : « Inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur Privé ».

## 2- OBJECTIFS DU PANEL

Ce panel a pour objectifs de :

- d'échanger sur les enjeux de l'inclusion économique pour le Secteur Privé et l'impact de la politique de développement des PME ;
- mettre en lumière la contribution importante du Secteur Privé au regard des initiatives et de leurs impacts ;
- d'identifier les défis et de formuler des orientations pour un renforcement de l'action du Secteur privé.

## 3- CONTENU ET COMPOSITION DU PANEL

Le panel sera introduit par une Communication de la Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) sur :

- les enjeux de l'inclusion économique pour le Secteur Privé ;
- les leviers du Secteur Privé pour une contribution

à l'inclusion économique, notamment à travers l'inclusive business ;

Cette communication sera suivie de l'intervention des panélistes et des contributions des participants à la JNP 2019.

*Les intervenants à ce panel sont cités comme suit :*

Structure	Points à aborder
1. Ministère chargé de la Promotion des PME	Etat des lieux de la Politique de développement des PME : - Objectifs - Défis - Mesures clés et impact - perspectives
2. Ministère chargé de la Promotion de Jeunesse et de l'Emploi Jeunes	Etat des lieux des Programmes d'amélioration de l'employabilité des jeunes et d'entrepreneuriat: - Objectifs - Défis - Mesures clés et impact - Perspectives Appel au Secteur Privé pour accompagner la dynamique
3. Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire	Contributions du Secteur agricole à l'inclusion économique : Initiatives clés et Impacts Défis et Orientations pour une plus grande contribution à l'inclusion économique
4. Fédération Ivoirienne des PME	Contributions des PME à l'inclusion économique : Initiatives clés et Impacts Défis et Orientations pour une plus grande contribution à l'inclusion économique
5. Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire	Contributions des collectivités pour relever les défis de l'inclusion économique

Les contributions seront également attendues de personnes ressources issues des structures suivantes :

- Confédération Générale des PME (CGPME) ;
- Entreprise modèle (...).

**abm**  
CONSULT

### RÉGIE - ÉVÉNEMENTIEL - ÉDITION - CONCEPTION

Une équipe qualifiée et passionnée à votre écoute vous accompagne dans votre développement, vous apporte les solutions les plus adaptées à vos problématiques, et vous fournit des prestations de qualité pour toucher vos cibles.

- Salon
- Forum
- Team building
- Conférence
- Assemblée
- Générale
- Stylo
- Agenda
- Tee-shirt
- Porte clef
- Casquette
- Conférencier ...
- Flyers
- Magazine
- Plaquette
- Calendrier
- Rapport d'activités
- Logotype
- Charte graphique
- Bannière PUB

100%  
ÉVÉNEMENTIEL  
100%

Abidjan Cocody Corniche  
01 BP 6804 Abidjan 01  
Office : +225 22 44 50 42  
+225 22 44 50 43  
E-mail :  
info@abm-consult.com  
commercial@abm-consult.com



2 ANS  
au service  
des PME

**Améliorer** la productivité  
et la compétitivité des **PME** par un  
accompagnement-conseil personnalisé.



4- DEROULE DU PANEL

15h 00 –17h 00 : **PANEL 2 « Inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur Privé »**

Introduction du modérateur : (5 mn)

Communication introductive de la BAD (10 mn)

Intervenants au panel: (50 mn)

1. Ministère chargé de la Promotion des PME ;
2. Ministère chargé de la Promotion de Jeunesse et de l'Emploi Jeunes ;

3. Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire

4. Fédération Ivoirienne des PME

5. Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire

Échanges (contributions et questions) avec les participants. (30 mn)

Conclusion du modérateur : (5 mn)



FacilitAds

AGENCE AFRICAINE  
DE GÉNÉRATION DE LEADS

- ✓ **BRANDING ET VISIBILITE**
- ✓ **GENERATION DE TRAFFIC**
- ✓ **ACQUISITION DE NOUVEAUX CLIENTS**
- ✓ **IDENTIFICATION DE PROSPECTS**



Les Leviers que nous utilisons



Dakar, Casablanca et Abidjan.

Abidjan Cocody Riviera Golf / Tél.: +225 77 82 48 79 / 67 82 08 41

E-mail : [contact@facilitads.com](mailto:contact@facilitads.com) - [viviane@facilitads.com](mailto:viviane@facilitads.com)

LANCEMENT JNP 2017  
P-54

CCESP BREAKFAST  
P-61

# LES PRÉPARATIFS EN IMAGES



COMITÉ DE  
CONCERTATION  
ÉTAT/ SECTEUR PRIVÉ

# Lancement 2019



**FDFD**  
FONDS DE DÉVELOPPEMENT  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LA FORMATION AU SERVICE  
DU DÉVELOPPEMENT

- 1 PLAN DE FORMATION
- 2 PROJET D'ETUDE
- 3 PROJETS DE FORMATION INITIALE ET D'APPRENTISSAGE (FIA)
- 4 PROJETS COLLECTIFS
- 5 PROJETS INTERENTREPRISES
- 6 PROJETS D'INSERTION
- 7 HABILITATION

Siège ABIDJAN  
20 BP 1068 Abidjan 20, Maison de la formation Boulevard VGE  
Tél.: (225) 21 75 05 05 - Fax: (225) 21 75 05 95

## Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur Privé : le SE-CCESP procède au lancement de la prochaine édition

### Une vue des participants

**L**e lancement de la 4ème édition de la Journée Nationale de Partenariat Etat/Secteur Privé (JNP 2019) organisée par le Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat /Secteur Privé (CCESP) avec l'appui des partenaires du Dialogue Public Privé a eu lieu le jeudi 12 septembre 2019 au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Monsieur Bernard Apkess, représentant du Ministre Adama Coulibaly de l'Economie et des Finances, et par ailleurs Directeur de cabinet adjoint, a présidé cette cérémonie de lancement de la JNP 2019. Le thème de la 4ème édition prévue pour le lundi 7 octobre est ainsi libellé : « Partenariat Etat/Secteur privé pour une croissance inclusive et durable ».

M. Apkess a indiqué dans son allocution que pour « réduire la vulnérabilité des populations et accroître leur bien-être », le gouvernement a procédé à l'augmentation des dépenses



Intervention de madame le Secrétaire Exécutif

substantielles pro pauvres. « Celles-ci sont passées de 7,8 % du PIB 2012 à 9,9% en 2018 soit 1080, 3 milliards de FCFA à 2361, 4 milliards de FCFA... », a-t-il dit, tout en précisant que toutes ces actions ont permis d'inverser la tendance haussière de la pauvreté.

Cependant, eu égard aux attentes des populations dans les domaines de la santé,

l'éducation, la protection sociale, l'emploi etc, les autorités ivoiriennes ont dû mettre en route un programme social d'un coût total de 727, 5 milliards FCFA (il devrait être porté à 1000 milliards FCFA) pour assurer une prospérité partagée et le bien-être social des Ivoiriens.

Pour ce faire, elles comptent s'appuyer sur un secteur privé dynamique vecteur de croissance économique et de bien-être social. Surtout que la croissance moyenne annuelle de l'économie était de 8,6 % sur la période 2012-2018, se présentant comme la plus dynamique de l'Afrique de l'Ouest voire l'une des plus performantes à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi, le représentant du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Monsieur Coulibaly Abdoulaye, a salué



Une vue des participants

l'engagement du gouvernement à travers son programme social (PS Gouv) visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. Sans manquer de réitérer l'engagement de la banque à accompagner le gouvernement ivoirien dans son programme de la quête du bien-être des populations ivoiriennes.

De son côté, Monsieur Pierre Magne, vice-président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), a noté une nette amélioration de l'environnement des affaires, souhaitant tout de même la mise œuvre des réformes fiscales acquises afin de permettre au secteur privé de jouer pleinement son rôle dans le tissu économique du pays.

Monsieur Arouna Koné vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) a souligné que l'inscription de la thématique de la croissance inclusive au centre des réflexions de la JNP 2019 traduit la réelle volonté des acteurs publics et privés d'impulser une répartition des dividendes et une croissance entre les différentes composantes sociales.

Pour Madame Mariam Fadiga Fofana, Secrétaire Exécutif du CCESP, la nécessité des journées nationales de partenariat répond à l'objectif d'apprécier la qualité des relations entre l'Etat et le Secteur privé et de définir les perspectives suivant un agenda conjoint pour les deux acteurs. Il apparaît donc « opportun de savoir quelle synergie créer entre l'Etat et le secteur privé pour contribuer plus fortement

à l'inclusion économique et au bien-être social », a-t-elle soutenu.

Monsieur Charles Sébé Zoko,

dynamisme en Côte d'Ivoire ». A cela s'ajoutent les activités habituelles que sont les panels de haut niveau, les rencontres B to G, et surtout la grande



Présentation du Président du Comité Scientifique

président du comité scientifique, a présenté les grandes articulations de la JNP 2019, qui sont entre autres la conférence inaugurale qui sera prononcée par le Premier Ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Amadou Gon Coulibaly et Jean-Marie Ackah, président du patronat ivoirien sur le thème : « Développement économique et croissance inclusive : quelle

innovation les « Sides Events » qui permettront d'offrir un temps d'échanges entre les structures publiques, le privé ainsi que toutes les personnes qui en manifesteront le désir.

La société civile, les missions diplomatiques, les partenaires techniques et financiers au nombre desquels, la Banque Africaine de Développement



Mot du Directeur du Département Gouvernance/BAD

(BAD), les organisations sous régionales (UEMOA), les chambres consulaires, ainsi que des structures privées...seront à ce grand rendez-vous de la concertation nationale.

Cette 4ème édition de la JNP 2019 a pour but de se focaliser sur la synergie d'actions entre l'Etat et le secteur privé en vue d'intensifier les politiques et les initiatives visant à répondre aux défis permanents de l'inclusion économique et sociale. Prévue pour le 7 octobre prochain à Abidjan la JNP sera parrainée par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly.



Mot du représentant de la CCI-CI



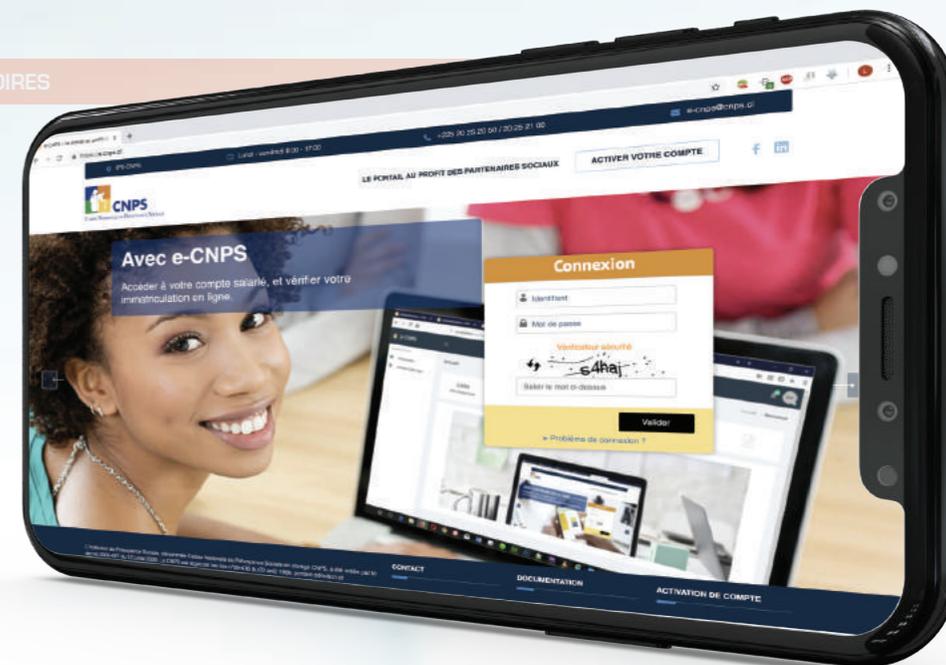
Mot du représentant de la CGECI



Photo des lauréats de la JNP 2017



Photo de famille



## La CNPS vous simplifie la vie !

**VISITEZ  
e.cnps.ci**

- Faire vos déclarations et appel à cotisation CNPS en ligne
- Accéder à votre compte Salarié et vérifier toutes les informations vous concernant
- Faire vos déclarations et appel à cotisation pour la CMU en ligne



+225 20 25 20 50  
20 25 21 00

info@cnps.ci  
e-cnps@cnps.ci

https://e.cnps.ci



# 1<sup>er</sup>

# Event225.ci

Ne ratez plus l'actualité événementielle

## SITE D'ACTUALITÉ ÉVÉNEMENTIELLE

### EN CÔTE D'IVOIRE

Nous vous accompagnons pour  
la promotion de tous vos événements

**PUBLICATIONS SUR NOS RESEAUX SOCIAUX**

**ENCARTS PUBLICITAIRES SUR NOTRE SITE WEB**

**CAMPAGNE EMAILING**

**CAPTATION D'IMAGES**

**PLATEAU TV**

*Gagnez en visibilité avec nous!*

[WWW.EVENT225.CI](http://WWW.EVENT225.CI)



(225) 22 42 14 83 / 76 44 56 99

info@event225.ci



## CCESP BREAKFAST 2019



## MEMO SUR LES CCESP BREAKFAST

Les 20 et 25 septembre dernier, le Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat / Secteur privé a sacrifié à la tradition en recevant les journalistes et partenaires dans le cadre de la campagne de communication lancée, en prélude à l'organisation de la quatrième journée de partenariat Etat Secteur Privé, prévue le 07 octobre 2019 sous le Haut Patronage de SEM Amadou GON COULIBALY.

Ces rencontres qui s'inscrivent dans une démarche participative avaient pour objectifs de présenter les grandes articulations de cette Journée, et de recueillir les propositions ou suggestions pertinentes des journalistes ainsi que des partenaires pour la réussite de la JNP 2019.

Les participants à la rencontre ont unanimement salué la pertinence du thème et relevé de nombreux défis pour une meilleure inclusion économique des populations ivoiriennes.



Une vue des participants



# Parc des Vacances d'Abidjan



## du 21 au 22 décembre 2019



- COMPETITION** : Eveil de l'esprit
- CANALISATION** : Focus sur l'essentiel
- COMMUNION** : Esprit de communion
- CHALLENGE** : Dépassement personnel
- CHANGEMENT** : Changement de valeurs

**Espace Vie Talle**  
**Abidjan Cocody**  
**Rivière Golf**

Abidjan Cocody Riviera GOLF 01 BP 6804 Abidjan 01

Office : +225 22 44 50 42 - +225 22 44 50 43

E-mail : [info@abm-consult.com](mailto:info@abm-consult.com) / [commercial@abm-consult.com](mailto:commercial@abm-consult.com)

# Breakfast du 25 septembre 2019

Intervention de Monsieur COPRE Georges  
Conseiller Technique du CCESP



Intervention de SEKE Esso Jean SerGES Conseil  
Technique au CCESP



# Breakfast du 25 septembre 2019



Une vue des participants



## PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE



# TOURE FAMANE

30000 milliards de FCFA. L'Etat à travers ces deux plans, affiche une opinion très claire de faire du secteur privé le moteur de la croissance économique. Les financements attendus du secteur privé sont de l'ordre de 62%. L'objectif ultime de la mise en œuvre de ces plans est de conduire la Côte d'Ivoire à l'émergence, en la hissant au rang des pays capables de mettre sur les marchés régionaux et internationaux, des produits à forte valeur ajoutée issus de son industrie. En 2012, la contribution du secteur industriel à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) qui était de l'ordre de 24%, devrait passer à 40% à l'horizon 2020, avec un taux de transformation des produits agricoles de 50%. Une telle vision a nécessité pour sa réalisation, la mise en œuvre d'une politique de réforme en profondeur de l'environnement des affaires, notamment en matière de réforme fiscale pour annihiler les effets d'une fiscalité jugée trop pesante par les entreprises et la création d'infrastructures structurantes et modernes dans le domaine des routes, de l'électricité et des télécommunications. L'accent

**D**ans le cadre de la mise en œuvre de sa politique économique, le Gouvernement ivoirien a renoué depuis 2012 avec sa tradition planificatrice, grâce aux PND 2012-2015 et 2016-2020,

respectivement de 12000 milliards de FCFA et

a été en outre porté sur la modernisation de l'administration à travers la suppression des lourdeurs et l'utilisation accrue des TICs, ainsi que la prise de mesures pour restaurer la compétitivité des secteurs vitaux de l'économie. Sans oublier des actions fortes de mobilisation des investisseurs étrangers et nationaux.

Le premier plan mis en œuvre sur la période de 2012 à 2015, a permis de repositionner la Côte d'Ivoire dans le concert des nations grâce au rétablissement des grands équilibres macro-économiques et le retour à une croissance forte et durable de 8,5% en moyenne entre 2012 et 2015. Une politique sociale est mise en œuvre par le Gouvernement dans l'optique d'atténuer l'impact des années de crise sur les couches les plus vulnérables de la société ivoirienne. L'indice de pauvreté qui était de 49,8% à la fin de la crise en 2011 est passé à 46,3% en 2015. Pour la période 2016-2020, le cap est mis par le Gouvernement sur la transformation structurelle de l'économie ivoirienne, en vue de l'atteinte des objectifs de l'émergence et la mise en œuvre du programme social de Gouvernement (PSGOUV) devrait permettre à l'ensemble des couches de la population de bénéficier des fruits d'une croissance toujours forte du PIB de 7,5% en moyenne sur la période de 2016-2018.

Le thème qui est proposé, dans le cadre de l'édition 2019 des JNP, trouve sa justification et son intérêt dans l'impérieux défi auquel sont confrontés les gouvernants, à savoir la répartition égalitaire de la richesse nationale par une politique adaptée en matière de justice sociale, en particulier en destination des couches les plus défavorisées.

La deuxième idée qui sous-tend le thème de croissance inclusive et durable est la capacité de l'économie à créer à travers l'emploi salarié ou l'entrepreneuriat, des emplois décents en faveur des diplômés et des couches sociales (jeunes et femmes) au chômage.

Les réponses à apporter à ces défis sociaux économiques passent nécessairement par un partenariat que les acteurs étatiques et le monde économique ivoiriens s'attellent à construire dans le cadre de Comité de Concertation Etat-Secteur Privé.

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire pleinement engagée dans l'accompagnement des pouvoirs publics dans la conduite du programme économique du Gouvernement et l'appui à ses entreprises ressortissantes, l'atteinte de ces objectifs d'inclusion et de durabilité de la croissance économique, nécessite une synergie entre les actions de l'Etat et celle du Secteur Privé. Cela pourrait passer par :

1) L'appui de l'Etat aux acteurs du secteur privé, en particulier aux Chambres Consulaires, dans la mobilisation de ressources pour les projets et programmes destinés aux groupes cibles : jeunes et femmes entrepreneurs, TPE, PME ;

2) La mise en œuvre effective des programmes du Gouvernement pour l'appui aux PME, notamment dans le cadre de Phoenix. Les PME qui constituent 90% du tissu économique national, doivent être un véritable tremplin pour la relance de l'emploi salarié. Elles n'y contribuent qu'à hauteur de 23%.

3) La baisse des coûts des facteurs de production avec une lutte permanente et assidue contre le phénomène de la vie chère ;  
4) L'appui de l'Etat pour l'éclosion de plusieurs champions d'industrie nationaux, capables de mettre sur le marché, des produits à forte valeur ajoutée répondant aux normes internationales et aux besoins de la classe moyenne locale qui s'élargit d'année en année. Le « consommer ivoirien » aura ainsi un sens.

Tels sont quelques axes de réflexion que nous voudrions vous partager au moment où nous allons célébrer le 07 octobre prochain les JNP 2019.

**Excellente journée de partenariat à toutes et à tous.**

## PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE NATIONALE D'AGRICULTURE DE CÔTE D'IVOIRE



BAMBA SINDOU

Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a opté pour le système capitaliste pour promouvoir son économie.

Ce système qui a pour fondement la propriété privée et la recherche du profit s'appuie naturellement sur un secteur privé dynamique.

Les pouvoirs publics ont donc perçu l'importance du secteur privé et ont jugé nécessaire de créer un cadre de concertation entre l'Etat et le Secteur Privé.

Il importe de noter que cela participe aussi de l'assainissement de l'environnement des affaires.

Ainsi le décret N°2013-462-du 19 Juin 2013 portant création et attributions du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé fut pris.

Depuis sa création, le Comité de Concertation Etat/Secteur

privé œuvre pour l'adressage et l'élimination des contraintes du secteur privé afin que celui-ci joue pleinement son rôle de pourvoyeur d'emplois et de richesses.

Le CCESP joue avec minutie et dynamisme son rôle d'intermédiaire entre l'Etat et le Secteur Privé.

Le combat contre la pauvreté ne peut être gagné que si tous les acteurs du système social sont pris en compte dans l'analyse du tissu macro-économique du pays.

Le thème de la 4ème édition de la journée du Partenariat Etat/Secteur Privé vient donc à propos.

En effet, l'homme au sens large reste et demeure l'acteur et le bénéficiaire du développement économique (homo-economicus). Il demeure donc l'élément central de la croissance durable.

Le thème choisi vient répondre à cette problématique, étant entendu que l'Etat a déjà pris l'initiative de la création d'une agence de promotion de l'inclusion financière depuis Mai 2018.

Il s'agira lors des débats d'aider entre autres, cette agence, à efficacement joué son rôle pour que ce type d'inclusion soit une réalité.

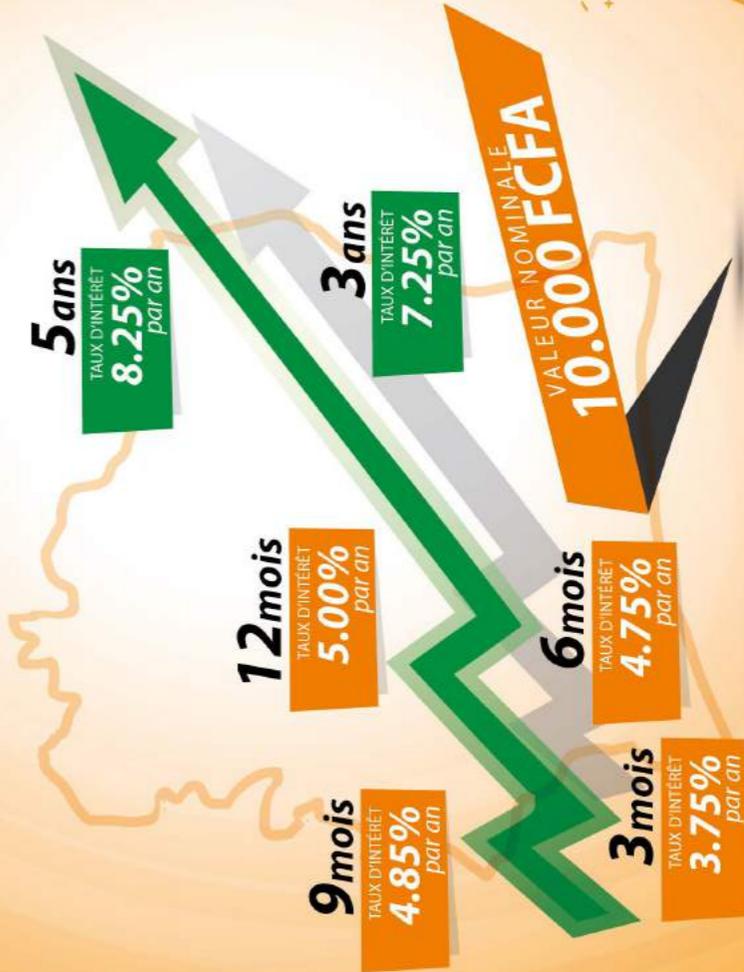
Par ailleurs, la Chambre Nationale d'Agriculture souscrit entièrement à ce thème dans la mesure où près de 90% de la population est agricole et rurale.

L'inclusion de cette importante frange de la population dans le partage des acquis de la croissance participe aussi à la réduction de la pauvreté.

Souscrire aux

# BONS ET OBLIGATIONS

## DU TRÉSOR INSCRITS EN COMPTE COURANT À L'ACCD



# TOUS, ON Y GAGNE!



## PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION IVOIRIENNE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES



**Dr Joseph BOGUIFO**

**La Côte d'Ivoire connaît, depuis ces dernières années, une embellie économique dont la croissance est estimée à environ 8,6% avec une incidence en hausse du Produit Intérieur Brut (PIB).**

Cette dynamique économique, peut-on le dire, fait suite à la stabilité sociale après

les différentes crises militaro-politiques (2002-2010) et post-électorales (2011) qu'a connues le pays.

Aussi, pourrait-on l'affirmer, cette embellie économique a été possible grâce aux différents Programmes Nationaux de Développement (PND), aux différents plans triennaux ou quinquennaux mis en place par les gouvernants et aux investissements

directs étrangers qui ont été mobilisés pour financer certains travaux d'envergure et pour la reconstruction du pays. En un mot, cette reprise économique étayée par des indicateurs révélateurs et positifs, est liée à la vision du chef de l'Etat et de son gouvernement à travers la politique mise en place pour projeter la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020, sur la voie de l'émergence comme indiqué par ces différents facteurs d'évaluation.

Malgré, tous ces efforts du gouvernement et tous ces facteurs d'évaluation positifs de notre économie traduite par son dynamisme dans toutes ses composantes, l'on se rend compte, dans une analyse plus pointue, adossée au niveau de vie des populations en général et en particulier au niveau de développement des PME et TPE ivoiriennes, que la problématique de la croissance inclusive de celle-ci, devient une question récurrente et majeure pour les acteurs. Et donc, cette situation mérite qu'on y réfléchisse si l'on veut atteindre les objectifs d'un développement inclusif et durable pour garantir la paix et la stabilité sociale.

Au regard de certains indicateurs comme le taux de pauvreté, le niveau d'informalité de notre économie et bien d'autres indicateurs, cette analyse plus approfondie, nous oblige, une fois de plus, à explorer d'autres mécanismes devant nous aider à trouver des leviers nous permettant d'intégrer les acteurs économiques qui semblent être laissés pour compte par le système ou schéma économique mis en œuvre. Il s'impose que ledit système soit réévalué pour relever le mode de partage dans une certaine équité, du fruit ou du bénéfice de la croissance économique

pour la rendre plus inclusive.

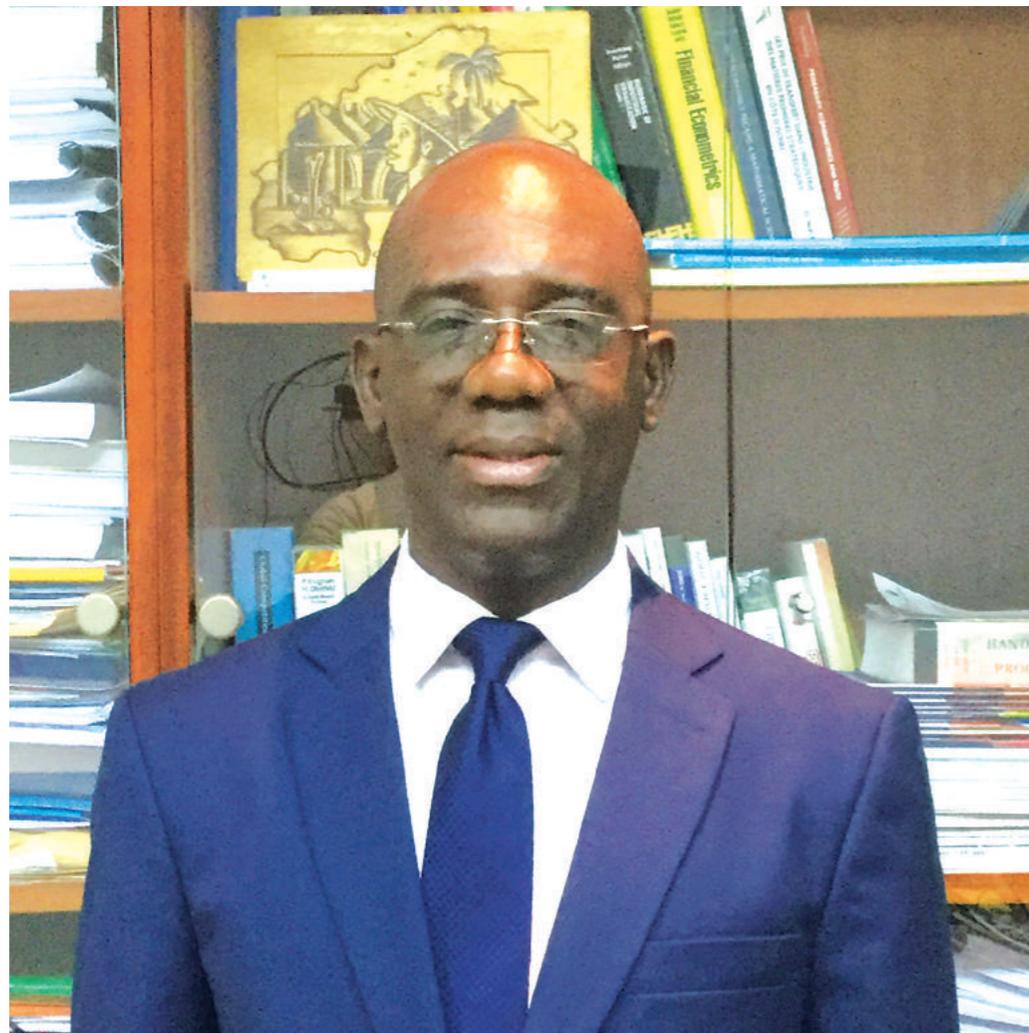
Nous pensons pour notre part, que les PME, constituant le socle du développement économique d'un pays, en conciliant dans leur éclosion, la répartition de la richesse et l'emploi, devraient être mieux adressées à travers une politique plus avisée et intégrée pour amener les acteurs à jouer au mieux le rôle qui reste le leur, dans une croissance économique inclusive.

Certes, l'Etat fait des efforts mais, le contraste que révèle une approche au niveau micro du partage des fruits de la croissance économique, ne semble pas rassuré l'ensemble des agents économiques.

En ces termes, nous voudrions encourager le Comité de Concertation Etat / Secteur Privé et son Secrétariat Exécutif pour le choix du thème qui reste d'actualité et qui, de façon concrète, devrait nous aider à apprécier au mieux le renforcement des leviers du dynamisme de notre économie pour l'adapter, à travers des mécanismes plus appropriés, à la solution d'une croissance économique inclusive et durable.

C'est aussi le lieu de féliciter, cette institution à travers ses animateurs, pour le rôle qu'elle joue dans l'animation du dialogue Public-Privé et pour la pertinence des choix des thèmes de chaque édition de la Journée Nationale du Partenariat (JNP) qui s'accommode avec les réalités du moment et qui permettent de mener, sans nul doute, des débats fructueux dans l'intérêt de notre économie.

## INTERVIEW AVEC LE PROFESSEUR AHOURE ALBAN, DIRECTEUR DE LA CAPEC



### 1/ Le Concept de Croissance inclusive

**D**ans la littérature économique, il est démontré qu'une croissance économique soutenue pourrait être associée à une réduction plus rapide de la pauvreté, si cette croissance est inclusive, c'est-à-dire répartie équitablement dans la société et crée des opportunités pour tous (OCDE, 2018).

Depuis la publication du rapport de la Banque Mondiale 2006 « Équité et Développement », le concept initial de croissance pro-pauvre (les changements dans la distribution des revenus issus

de la croissance, favorisent relativement plus les pauvres) a été élargi au concept de croissance inclusive, en prenant en compte les groupes de populations vulnérables. De manière générale, la croissance économique est dite inclusive si elle favorise la participation et l'accès du plus grand nombre (à défaut de tous) aux fruits de la croissance économique.

### 2/ Dynamique de l'inclusion de la croissance en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, le PIB/habitant a connu une hausse de 43% sur la période de 2011-2017. En 2011, Le PIB/tête était 1138 USD contre 1633 USD

en 2017. Malgré les avancées en matière d'accès aux infrastructures, d'emplois ou d'accroissement de revenus, la pauvreté enregistre une baisse de seulement 7 points de pourcentage sur cette période en passant de 51% en 2011 à 44,5% environ (par extrapolation des résultats de l'enquête niveau de vie des ménages de 2015, en attendant ceux de 2019 pour avoir la véritable situation). Les raisons de cette faible baisse sont nombreuses et ont besoin d'être profondément analysées, en vue d'une plus grande réussite des actions gouvernementales visant la baisse de la pauvreté et des inégalités. La problématique de la croissance inclusive demeure ainsi un défi en Côte d'Ivoire.

### 3/ Les principaux défis de l'Inclusion de la Croissance.

Pour que la croissance économique soit plus inclusive, l'accent pourrait être mis sur deux leviers par exemple : une politique de redistribution par l'État et une politique d'emploi.

En termes de politique de redistribution, trois leviers s'offrent à l'État : la fiscalité, les prix et les dépenses publiques. Primo, la politique fiscale devra passer d'un système régressif à un système progressif (taxer plus les plus riches). Secundo, en termes de politique de prix, deux actions fondamentales peuvent être menées : garantir un prix bord champ du cacao au moins égal à 60% du prix mondial et limiter l'impact de la hausse du prix du pétrole en réduisant la fiscalité. Tertio, sous l'angle des dépenses publiques, l'État devra dépenser dans les services sociaux profitant aux pauvres, avec un ciblage efficace de ceux-ci.

En matière de politique d'emploi, l'expérience internationale démontre que l'augmentation du revenu du travail par un accroissement de la productivité est le meilleur moyen pour sortir de la pauvreté de manière durable. En vue de favoriser l'accroissement de la productivité des travailleurs, le système éducatif et de formation, devra être suffisamment en cohérence avec les besoins du marché du travail. L'accent devra être mis sur l'encadrement (coaching) des jeunes

entrepreneurs et la facilitation de leur accès au crédit, aux marchés publics et aux informations sur les marchés.

### 4/ Rôle des entreprises dans l'Inclusion de la Croissance

On note à travers les 10 principes du Global Compact des Nations Unies, que les entreprises se sont fermement engagées à contribuer à l'atteinte des objectifs de l'agenda 2030 (ODD). Différentes entreprises s'investissent ainsi davantage dans des programmes de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) afin de faire bénéficier aux populations vulnérables des investissements sociaux, susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie. En plus de la RSE, l'entrepreneuriat inclusif permet aux entreprises qui la pratiquent d'inclure dans leurs chaînes de valeur les personnes au bas niveau de l'échelle sociale, en tant que fournisseurs, travailleurs, distributeurs, vendeurs, ou partenaires potentiels et avec l'espoir de création des activités rentables et à fort impact social. Sur le plan empirique, au Kenya, M-PESA a transformé la manière dont 15 millions de personnes transfèrent de l'argent en offrant des opportunités à tous ceux qui ont accès à un téléphone mobile. En Inde, Jain Irrigation Systems Ltd. a travaillé avec plus de 30 millions de petits exploitants agricoles pour les former à l'irrigation goutte-à-goutte afin qu'ils puissent cultiver davantage avec moins d'eau, avec des effets réels sur l'accroissement de leur productivité.

La CAPEC, ayant bénéficié d'un financement du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada, a conduit un projet sur l'entrepreneuriat inclusif en Côte d'Ivoire de 2017 à 2019. Les résultats de ce projet de recherche basés sur des enquêtes auprès des entreprises et des bénéficiaires de ce modèle de Business, seront présentés au cours d'une Conférence de clôture du projet le Jeudi 10 octobre 2019 de 8h30 à 17h00 à la Maison de l'Entreprise.

## MESURES D'INCITATION FISCALES AU PROFIT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

**D**ans le cadre de sa politique de promotion des petites et moyennes entreprises (PME), le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures en vue d'apporter des solutions aux problèmes spécifiques rencontrés par cette catégorie d'entreprises.

Ainsi, diverses mesures fiscales de faveur ont été accordées aux PME, c'est-à-dire les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires annuel, toutes taxes comprises, inférieur à un milliard de francs au nombre de ces mesures, l'on peut citer notamment :

- l'exonération de la contribution des patentes au titre des deux premières années suivant la date de leur création ;
- la réduction de 25 % de l'impôt foncier dû, pendant deux ans à compter de leur date de création, pour les immeubles acquis ou possédés au moment de leur création, à la condition que ces entreprises acquittent leur impôt au plus tard le 15 mars et le 15 juin de chaque année ;
- l'exonération d'impôts et taxes pour les PME éligibles au Code des Investissements ;
- l'octroi d'un crédit d'impôt d'un montant d'un million lorsque la PME embauche au moins 2 salariés de nationalité ivoirienne ;
- l'exonération d'impôt minimum forfaitaire au titre du premier exercice comptable ;
- des réductions d'impôts pour les PME qui adhèrent aux centres de gestion agréés (réduction de moitié de leur cotisation pour les contribuables de l'impôt synthétique et réduction au titre de la contribution des patentes et de l'impôt sur les bénéfices de façon dégressive).

Conformément au Plan national de Développement 2016-2020 et au programme économique du Gouvernement, des mesures incitatives additionnelles ont été adoptées en vue de renforcer la compétitivité des PME ivoiriennes.

Ainsi, l'article premier de l'annexe fiscale 2019 prévoit les mesures suivantes au profit des PME :

- l'exonération de la contribution des patentes sur une période de cinq ans à compter de l'année de création ;
- la réduction de 25 % au titre de l'impôt foncier dû pendant deux années, sur les immeubles nouvellement acquis pour les besoins de leur exploitation ;
- l'exonération des droits d'enregistrement au titre des actes relatifs aux marchés publics passés avec l'Etat ;
- l'exonération pendant une période de trois années suivant la date de leur création, des droits d'enregistrement relatifs à l'augmentation du capital social ou à la modification de la forme sociale en ce qui concerne les entreprises exploitées sous forme individuelle.

**Ensemble, cultivons le civisme fiscal !**

**Plateau, Cité Administrative, Tour E**  
BP V 103 Abidjan  
**Tél. :** + 225 20 21 10 90 / 20 21 35 95  
**Le portail fiscal :** e-impôts.gouv.ci  
**E-mail :** infodgi@dgi.gov.ci  
**Site web :** www.dgi.gov.ci  
**Cel. :** + 225 800 88 888



# e-impôts

*Adhérons tous au portail*

✓ Disponible ✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisant

**Désormais, je déclare et paye  
mes impôts et taxes en ligne.**

e-impots@dgi.gov.ci - www.dgi.gov.ci

07 63 76 37 - 07 34 73 47 - 42 25 25 25 - 74 80 61 31





# JOURNÉE NATIONALE DU PARTENARIAT



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail

**Thème :**

# « Partenariat Etat / Secteur Privé pour une croissance inclusive et durable »

**4<sup>ème</sup> Edition**

**07**  
**OCTOBRE**  
Abdjan SOFITEL  
HÔTEL IVOIRE

**INFOLINE :**

**225 20 22 11 25**

**225 22 44 50 42**

